

# LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES ENTREPRISES

## EN DIFFICULTE EN ESPAGNE

### Textes de référence :

- ✓ Code de commerce de 1885 (articles 874 et suivants) - **en annexe**,
- ✓ Certaines dispositions du Code civil de 1889, du Code de procédure civile de 1881,
- ✓ la Loi de Suspension des poursuites du 26 juillet 1922 (*Ley de Suspensión de pagos del 26 de julio de 1922*) - **en annexe**,
- ✓ Projets de réforme du 27 juin 1983 et du 12 décembre 1995,
- ✓ Ordonnance du 23 septembre 1967 relative à la la procédure de suspension des poursuites et du règlement amiable (article 35 de la loi du 1er mars 1984 modifiée par la loi du 10 juin 1994).

### Table des matières

A PRESENTATION GENERALE.....	3
1. <i>La faillite (procedimiento de quiebra)</i> .....	3
a) Définition de la notion et typologie.....	3
b) Conditions d'ouverture de la faillite .....	4
c) Les effets de la déclaration de faillite .....	5
2. <i>La suspension des poursuites (suspensión de pagos)</i> .....	7
a) La procédure de suspension des poursuites.....	7
b) Les conditions d'ouverture de la procédure de la suspension des poursuites .....	8
c) Les effets : la convention entre le débiteur et ses créanciers.....	9
B. L'ORGANISATION JUDICIAIRE DANS LE DROIT ESPAGNOL	
DES PROCEDURES COLLECTIVES .....	11
1. <i>Considérations préliminaires</i> .....	11
2. <i>Le Juge et les décisions (resoluciones judiciales)</i> .....	12
3. <i>Les Organes Administratifs : Syndics et Commissaires</i> .....	13
C. APPRECIATION DE L'EFFICACITE DES PROCEDURES	
COLLECTIVES ESPAGNOLES .....	16
1. <i>La faible effectivité de ce droit</i> .....	16
2. <i>L'ignorance sur le rendement de ce droit</i> .....	17

3. La durée moyenne de la procédure .....	18
4. L'appréciation générale portée sur ce droit n'est en rien positive .....	18
5. Les accords extrajudiciaires.....	18
D. ANNEXES.....	20
1. Dispositions relatives à la suspension des poursuites et à la faillite du Code de Commerce de 1885.....	20
2. Loi du 26 juillet 1922 sur la Suspension des poursuites .....	45

## Introduction

On peut indiquer en quelques mots les hypothèses dans lesquelles un chef d'entreprise connaît, dans l'exercice de son activité, des situations de crise économique l'empêchant de répondre aux dettes venant à échéance. D'une part, une telle situation peut résulter du fait que le chef d'entreprise ne dispose plus du patrimoine suffisant pour payer ses dettes. D'autre part, il peut disposer du patrimoine suffisant, mais à un moment précis, manquer des liquidités nécessaires pour honorer le paiement de ses dettes.

Dans le premier cas, le droit espagnol fait référence à la **notion d'insolvabilité absolue ou définitive**, laquelle est considérée comme une situation d'une extrême gravité qui se caractérise principalement par un déséquilibre entre l'actif et le passif du patrimoine du commerçant. Une telle hypothèse implique donc que le passif soit supérieur à l'actif, ainsi que l'impossibilité pour le propriétaire du patrimoine de s'acquitter intégralement des dettes contractées.

Le second cas est d'une gravité moindre. En effet, la notion **d'insolvabilité relative ou provisoire** correspond à une crise de trésorerie. Une telle situation est considérée comme moins grave dans la mesure où dans le patrimoine du chef d'entreprise, l'actif est supérieur au passif, bien que le chef d'entreprise soit temporairement incapable de s'acquitter du paiement de ses dettes du fait du manque de liquidités suffisantes.

Dans ces deux cas, l'insolvabilité du chef d'entreprise affectant de la même manière l'ensemble de ses créanciers, le recours au système des saisies individuelles serait injuste dans la mesure où seuls les créanciers les plus diligents, les plus rapides ou les mieux informés pourraient être payés. C'est pourquoi, afin de répondre à une exigence d'équité, le droit espagnol a abandonné le système des voies d'exécution individuelles pour opter en faveur des procédures d'exécution collectives. Celles-ci se caractérisent par l'application des principes de la communauté des pertes, ainsi que celui du traitement égalitaire de l'ensemble des créanciers.

Le législateur espagnol fait donc une distinction selon que l'insolvabilité du commerçant est absolue ou simplement relative.

Dans le cas de l'insolvabilité absolue ou définitive, le débiteur se voit appliquer **le régime de la faillite** (*procedimiento de quiebra*), lequel se caractérise principalement par sa finalité d'aboutir à la liquidation et à la répartition du patrimoine du chef d'entreprise entre les créanciers.

En cas d'insolvabilité relative (provisoire), ou plus exactement dans le cas de manque de liquidités, c'est la **procédure dite de suspension de paiements** (*procedimiento de suspensión de pagos*) qui s'applique. Cette dernière a pour objectif de parvenir à un accord entre le chef d'entreprise et ses créanciers afin d'annuler le paiement normal des créances en en modifiant les conditions. Ces deux procédures distinctes ont comme point commun d'être judiciaires, c'est-à-dire de nécessiter l'intervention du juge.

Quant au cadre législatif qui régit la situation des entreprises en crise, ainsi que les procédures de faillite et de suspension des poursuites qui leur sont applicables, le droit espagnol se caractérise à la fois par la multiplicité des normes, l'absence d'unité de la discipline et surtout par son caractère archaïque.

En effet, les dispositions législatives applicables sont à la fois celles du Code de commerce qui date de 1885 (articles 874 et suivants), certaines dispositions du Code civil de 1889, du Code de procédure civile de 1881 et enfin la Loi de Suspension des poursuites du 26 juillet 1922 (*Ley de Suspensión de pagos del 26 de julio de 1922*).

Face donc à l'archaïsme des dispositions régissant les situations de crise des entreprises en raison des changements économiques des dernières décennies, le législateur espagnol est intervenu ponctuellement dans le domaine du traitement légal de l'insolvabilité en tenant compte des intérêts publics et sociaux afin de favoriser la sauvegarde des entreprises en crise. Le législateur a pris des mesures sectorielles à travers une législation d'urgence destinée à éviter les effets liquidatifs des procédures collectives. C'est ainsi qu'on a eu recours :

- soit à des mesures préventives de sauvegarde des entreprises (aides financières, restructuration de certains secteurs économiques, gels des salaires, avantages fiscaux);
- soit à des dispositions réglementaires applicables dans le secteur bancaire (création et organisation d'un Fond de garantie des dépôts<sup>1</sup> pour les établissements bancaires, les Caisses d'Epargne et les Coopératives de crédits).

Dans la même optique de sauvegarde des entreprises, lors des deux dernières décennies sont intervenues des projets de réforme, les plus récents étant du 27 juin 1983 et du 12 décembre 1995. Néanmoins, ces réformes ne sont restées qu'à l'état d'avants-projets de lois et d'outils pour une réforme d'ensemble qui reste à entreprendre.

Le droit espagnol sur les procédures collectives est donc composé de deux institutions principales, à savoir la faillite (*quiebra*) et la suspension des poursuites (*suspensión de pagos*).

Par rapport au système français, la faillite en droit espagnol ne présente pas beaucoup d'originalités (du moins avec la faillite classique, celle du Code de Commerce, réformée en 1838), car le législateur espagnol s'en est inspiré fortement.

En revanche, la procédure de la suspension des poursuites est une particularité intéressante du droit espagnol. Littéralement, il s'agit de la « suspension des paiements », mais pour mieux traduire ses affinités avec une institution française, il convient mieux de parler de « suspension des poursuites » puisque cette institution est à la confluence de la procédure de suspension des

---

<sup>1</sup> Le Fond de garantie de dépôts est doté de la personnalité juridique et est chargé de faciliter les recours nécessaires au rétablissement de la situation patrimoniale des entités bancaires en crise.

poursuites (Ordonnance du 23 septembre 1967) et du règlement amiable (article 35 de la loi du 1er mars 1984 modifiée par la loi du 10 juin 1994).

Elle s'adresse en principe aux entreprises (peu importe leur dimension) qui connaissent des difficultés, sans avoir toutefois versé leurs paiements; ouverte par décision judiciaire, elle se destine à permettre la signature d'un accord entre le débiteur et ses créanciers tendant à « consolider » son passif.

## A. PRESENTATION GENERALE

### 1. La faillite (*procedimiento de quiebra*)

#### a) Définition de la notion et typologie

Selon l'article 874 du Code de commerce espagnol, « est considéré... en état de faillite le commerçant qui cesse le paiement courant de ses obligations », ce qui signifie que le concept de faillite correspond à une situation particulière d'insolvabilité où se trouve le commerçant et qui l'empêche de procéder au paiement courant de ses dettes.

Cette situation a pour conséquence principale que le commerçant failli perd la libre disposition et l'administration de ses biens et d'une certaine manière sa capacité d'agir au niveau des affaires. Néanmoins, la faillite ne correspond pas seulement à l'état ou statut légal dans lequel se trouve le commerçant, mais, la notion correspond aussi, comme disent certains auteurs, à une institution juridique de type procédural qui est composée d'un ensemble de règles et d'actes de procédure et qui sont destinés à la liquidation du patrimoine du failli et à sa répartition entre les créanciers selon le principe de la communauté de pertes.

Le législateur espagnol est à l'origine de la distinction en 3 catégories, selon la nature de la faillite. En effet, conformément à l'article 886 du Code de commerce, le législateur distingue 3 catégories, à savoir : la faillite fortuite, la faillite coupable et la faillite frauduleuse.

**La faillite fortuite** est celle qui surgit à la suite d'événements inattendus, inopportuns, ou accidentels, qui indépendamment de la bonne administration commerciale, ont pour effet de réduire à l'extrême l'actif de l'entreprise, au point de rendre impossible le paiement des dettes venues à échéance.

**La faillite peut être qualifiée de coupable**, à la condition que l'une des circonstances suivantes intervienne : celle où le failli est à l'origine de dépenses excessives et disproportionnées; celle où il a subi des pertes engendrées par les jeux de hasard ou à la suite de paris imprudents; celle où l'on constate que pendant la période écoulée entre le moment du dernier inventaire et celui de la déclaration de faillite, il y a eu un moment pendant lequel le failli devait le double de l'avoir comptant inscrit sur l'inventaire (article 888 du Code de commerce).

Enfin, **la faillite est considérée frauduleuse**, si l'une des situations suivantes se rencontre : la fuite du chef d'entreprise avec tout ou partie de ses biens; l'inscription par le chef d'entreprise sur ses documents comptables, de biens, créances, dettes, pertes ou dépenses hypothétiques; la tenue irrégulière des documents comptables; la dissimulation de parties de l'actif; la simulation d'aliénations du patrimoine; des abus de confiance au préjudice d'un tiers; des paiements anticipés au préjudice d'autres créanciers; la reconnaissance par le commerçant de dettes hypothétiques; etc (article 890 du Code de commerce).

Par ailleurs, il convient de préciser que seul le Juge est compétent pour donner à la situation la qualification de faillite et entraîner l'application des règles notamment pénales, de celle-ci.

### *b) Conditions d'ouverture de la faillite*

Lorsque nous faisons référence au droit relatif aux procédures collectives, notamment à la procédure de faillite, nous le faisons en le considérant comme un ensemble de conditions de fond et de forme nécessaires pour la défense des créanciers face à l'insolvabilité du commerçant. En effet, le législateur espagnol a requis, pour que la procédure de faillite puisse être mise en oeuvre, la réunion d'un certain nombre de conditions préalables.

Il s'agit d'abord **des conditions de fond** : le débiteur doit être commerçant et avoir cessé le paiement dans son activité commerciale.

Il est nécessaire, afin que les dispositions du Code de commerce relatives à la faillite soient applicables, que le débiteur exerce une activité commerciale. A cet égard, le législateur espagnol précise que seuls les commerçants ou les chefs d'entreprise peuvent être en faillite (il peut s'agir de sociétés commerciales ou de sociétés unipersonnelles).

La question relative à l'examen de la qualité de commerçant est une question de fait et de droit qui est de la compétence exclusive du Juge. Il convient de souligner ici que le système espagnol se distingue ici par le fait que la faillite s'applique au titulaire de l'activité commerciale (personne physique ou personne morale) et non pas à l'établissement commercial ou à l'entreprise.

La seconde condition de fond réside dans la nécessité de la cessation générale des paiements (*sobreseimiento general de pagos*)<sup>2</sup>. Cette condition n'a pas fait l'objet d'une définition légale, ni de précisions par le législateur espagnol, ce qui explique que c'est le Juge qui peut l'interpréter en fonction de la grande variété de circonstances et des cas, ce qui fait que le Juge dispose d'un grand pouvoir d'appréciation. En général, la cessation de paiements correspond à une situation de déséquilibre du bilan, ainsi qu'à la survenance de l'insolvabilité définitive du commerçant. Il faut noter ici la position générale de la jurisprudence espagnole, qui

---

<sup>2</sup> Cette exigence est notamment énoncée par les articles 874 et 876 du Code de commerce.

ne cherche pas à identifier les causes de la cessation de paiements, mais exige le plus souvent qu'il apporte la preuve qu'il n'y a pas eu de sa part de cessation générale des paiements.

**Quant à la condition de forme**, elle se résume dans la déclaration judiciaire de la faillite. En effet, la faillite correspond à un statut juridique dont l'existence requiert d'une déclaration judiciaire. A ce titre, sans l'intervention du Juge, la faillite et les conséquences qui en découlent ne sont pas applicables. Le Tribunal par cette déclaration de la faillite, qui prend la forme d'une résolution et non d'une sentence, est à l'origine de la situation légale nouvelle du commerçant, transformant en quelque sorte une situation économique de fait en une situation juridique.

La déclaration judiciaire donne donc naissance à la procédure de faillite. Néanmoins, une telle situation ne peut intervenir d'office, c'est-à-dire à l'initiative du juge. Elle requiert la demande d'une déclaration judiciaire émanant du débiteur lui-même ou du créancier légitime (article 875 du Code de commerce).

Tant le débiteur que le créancier légitime (il faut entendre par ce terme celui qui prouve par un document qu'il possède une créance sur le débiteur, peu important sa nature, c'est-à-dire qu'il s'agisse de créance privilégiée ou simplement chirographaire) sont en droit de demander l'application de la procédure de faillite. Le créancier devra, à l'appui de sa demande, établir l'un des faits suivants :

- ✓ qu'il a vainement tenté l'exécution individuelle du débiteur, la saisie des biens n'ayant pas rapporté la somme suffisante pour le paiement;
- ✓ que le débiteur a «suspendu» le paiement de ses obligations d'une manière générale;
- ✓ qu'il n'a pas présenté sa proposition d'accord pour la suspension des paiements en temps voulu ou
- ✓ que le débiteur est en fuite (article 877 du Code de commerce).

Il faut rappeler que le droit espagnol ne permet pas à l'organe juridictionnel de prononcer d'office la déclaration de faillite, même si le Code de commerce autorise les juges à procéder d'office à l'occupation des établissements du failli et à prendre les mesures de conservation nécessaires, ces mesures étant seulement destinées à la conservation des établissements "en attendant que les créanciers utilisent leur droit sur la déclaration de faillite" (article 877).

### *c) Les effets de la déclaration de faillite*

La déclaration judiciaire de faillite entraîne des effets ou conséquences directes touchant aussi bien le débiteur ou failli, les créanciers, ainsi que le patrimoine du débiteur.

En ce qui concerne **les effets relatifs au débiteur** à la suite de la déclaration de faillite, ils connaissent deux volets distincts, à savoir :

- ✓ de nature personnelle, c'est-à-dire qu'ils ont comme conséquence une série de restrictions sur la capacité d'agir du failli<sup>3</sup>;
- ✓ ou de nature patrimoniale, c'est-à-dire qu'en vertu des dispositions du Code de commerce, l'un des effets principaux de la déclaration de faillite sur le débiteur est qu'il est dessaisi de l'administration de ses biens (article 878).

Quant aux **effets de la déclaration de faillite sur les créanciers**, il convient de citer en premier lieu l'application du principe d'égalité de traitement des créanciers, ce qui entraîne directement pour eux la paralysie de l'exercice des actions individuelles. Par ailleurs, la seconde conséquence réside dans la constitution de la « masse » des créanciers (*masa de los acreedores*); il apparaît logique que l'arrêt des actions individuelles ait pour effet que les créanciers soient réunis et constituent un ensemble pour exercer une action conjointe ou action collective à l'encontre du débiteur.

Une fois que le Juge a procédé à la déclaration de faillite, cela a également des effets directs sur le patrimoine du débiteur. A compter de cette déclaration, les biens du failli sortent de sa sphère d'administration et se retrouvent regroupés dans un ensemble, appelé « masse de la faillite », qui est gérée par le ou les syndics. La **masse de la faillite** ou « masse active » est constituée par l'ensemble des biens, droits et actions appartenant au failli, à l'exception de ses biens personnels comme sa demeure ou effets personnels. La détermination de la masse de la faillite est une opération délicate qui a pour objet de déterminer les biens et droits du failli composant son patrimoine et qui sont destinés à la liquidation afin que le produit de leur vente soit réparti entre les créanciers du débiteur.

La vente des biens du débiteur composant la « masse active » de la faillite est réalisée par les Syndics. Le paiement des créanciers s'effectue grâce au produit de la vente des biens. Selon l'article 912 du Code de commerce, «le degré des créances sera divisé en deux parties : la première concernera les créances qui devront être remboursées avec le produit des biens meubles de la faillite, et la seconde celles qui devront être remboursées avec le produit des biens immeubles».

Ainsi, les créanciers percevront leurs créances sans distinction de date, au prorata de chaque catégorie, en tenant compte des privilèges dont ils se prévaudront.

---

<sup>3</sup> Ainsi, le débiteur se voit interdire l'exercice de toute autre activité commerciale, il ne peut être nommé tuteur ou curateur d'un tiers, il ne peut entrer dans la bourse de valeurs, ainsi qu'il se voit soumis à ce que l'ensemble de sa correspondance soit retenue et remise au Juge.

## 2. La suspension des poursuites (*suspensión de pagos*)

### a) *La procédure de suspension des poursuites*

La suspension des paiements est une originalité du droit espagnol. Elle a vocation à s'appliquer lorsque le commerçant ou le chef d'entreprise se trouve de manière provisoire ou passagère en état d'insolvabilité. Cette situation nécessite une déclaration judiciaire, la demande doit être faite par le chef d'entreprise ou le commerçant auprès du Tribunal de première instance de son domicile. La procédure de la suspension des poursuites a pour finalité de permettre la négociation d'un accord entre le débiteur et les créanciers. Plus précisément, l'objectif principal de la suspension des poursuites est de faciliter la continuation de l'activité du débiteur «suspendu» qui trouve ici la possibilité de négocier avec ses créanciers un accord (concordat judiciaire) au contenu varié : moratoire, cession de biens dans ses diverses modalités, remise des dettes, etc.

Les dispositions légales qui régissent la procédure de la suspension des paiements sont de deux natures distinctes, à savoir :

- ✓ les articles 870 à 873 du Code de commerce espagnol;
- ✓ la loi du 26 juillet 1922 relative à la suspension des paiements.

Le législateur espagnol se contente dans les dispositions du Code de commerce de 1885 (articles 870 à 873) de poser les grandes lignes de la procédure, laissant le soin des précisions à une loi spéciale (celle de 26 juillet 1922).

Selon le Code de commerce, seuls pouvaient prétendre à la demande de suspension des paiements les commerçants ou chefs d'entreprise se trouvant dans une situation d'insolvabilité provisoire, c'est-à-dire ceux qui étaient en mesure de prouver qu'ils possédaient au moment de la demande un actif supérieur ou égal au passif (une telle situation sous-entend qu'au moment de l'échéance de ses créances ou 48 heures avant celle-ci, le commerçant ait dans l'impossibilité passagère de les honorer, il demande donc à bénéficier de la procédure de la suspension afin de parvenir à un accord avec les créanciers afin d'obtenir un étalement de ses dettes).

La conception des rédacteurs de la Loi du 26 juillet 1922 sur la suspension des poursuites est différente. En effet, le législateur espagnol a admis que le commerçant ou le chef d'entreprise qui demande le bénéfice de la procédure de suspension peut être en situation d'insolvabilité définitive et surtout que l'accord ou convention avec les créanciers peut porter sur une remise totale ou partielle d'une dette. La suspension des poursuites a pour effet de paralyser les actions individuelles des créanciers et peut donc être considéré comme une mesure préventive de la faillite d'un débiteur qui se trouve dans une situation d'insolvabilité provisoire ou définitive. Cela revient à dire que la suspension des paiements correspond à en Espagne correspond au stade préliminaire de la faillite et évite ainsi la rigueur de la procédure de la faillite (Sentence du 29 décembre 1927, du 18 avril 1929, 23 avril 1931, 3 juillet 1933, 7 juin 1968).

Plus précisément, la procédure de suspension de paiement sera utilisée comme procédure première et préalable à la procédure de la faillite pour les raisons suivantes :

- ✓ l'article 9 paragraphe 3 de la Loi de Suspension de Paiement confère la prééminence à la démarche de suspension des paiements en vue de prévenir les effets dérivés de la faillite;
- ✓ la suspension de paiement ne bénéficie qu'au débiteur qui, de façon volontaire et personnelle, présente sa situation de déséquilibre ou de manque de liquidités, ce qui n'est pas le cas théoriquement du débiteur failli<sup>4</sup>;
- ✓ l'aboutissement à la conclusion d'un accord préventif;
- ✓ la conservation de l'entreprise.

*b) Les conditions d'ouverture de la procédure de la suspension des poursuites*

L'application du régime juridique espagnol de la suspension des poursuites exige que soient remplies les trois conditions suivantes :

**Le débiteur doit avoir la condition de commerçant ou de chef d'entreprise d'une société commerciale**, ce qui sous-entend que la procédure de la suspension des paiements est seulement applicable à ceux qui exercent une activité commerciale et non aux débiteurs civils.

**L'application du régime de la suspension des paiements ne peut émaner que du seul débiteur**, ce qui exclut à la différence de la faillite, que la demande puisse être faite par les créanciers. En outre, la demande ne peut être réalisée d'office, par le Juge.

Par conséquent, seul le débiteur est susceptible de considérer s'il est en situation de demander l'application de la procédure de suspension des paiements auprès du Juge de première instance du lieu de son domicile. A cet effet, le débiteur doit faire la demande en l'accompagnant des documents suivants<sup>5</sup> :

- ✓ le bilan de son activité au niveau du passif et de l'actif ou d'un document justificatif de sa situation patrimoniale;
- ✓ la liste nominale des créanciers, accompagné notamment du montant ainsi que de la date d'échéance de chaque créance;

---

<sup>4</sup> La garantie de notre affirmation se trouve dans ce que démontre la Décision du Tribunal Suprême espagnol du 27 février 1995 [RA.2885, 1997], « apparaissent en tant qu'élément d'influence décisionnelle tant le caractère plus préventif ou de préservation de la procédure de suspension de paiement, dans l'idée que, sans porter atteinte aux garanties des créanciers du débiteur suspendu, ce dernier sera plus en mesure, que dans le cas de faillite, de retrouver sa capacité commerciale normale et sa gestion économique (...), la suspension apparaît comme une prévention ou le précédent des procédures de faillite, et de là proviendrait l'interdiction mentionnée auparavant par l'article 9 de la Loi ».

<sup>5</sup> Articles 2 et 3 de la loi du 26 juillet de 1922 sur la suspension des paiements.

- ✓ un document sur lequel figurent les causes qui peuvent justifier ou motiver la demande de la suspension;
- ✓ les propositions de paiement des sommes dues;
- ✓ les livres comptables.

**L'application de la procédure de la suspension des paiements nécessite une déclaration judiciaire.** Une fois que la demande est faite par le débiteur, la déclaration judiciaire n'est pas immédiate. En effet, la demande a pour effet immédiat que le Juge examine les opérations faites par le débiteur à travers la nomination de 3 intervenants ou contrôleurs, qui sont chargés d'informer le Juge sur l'exactitude de la situation patrimoniale du débiteur (actif et passif), sur la situation de sa comptabilité, ainsi que sur la véracité ou l'inexactitude des causes pouvant justifier la suspension des paiements.

Le Juge de première instance décide (une fois qu'il a été informé sur la situation du débiteur) de la recevabilité de sa demande, ainsi que de la suspension des paiements. Cette déclaration judiciaire prend la forme d'une sentence (*auto*) et se prononce sur l'état du passif et de l'actif du patrimoine du débiteur, afin de déterminer et de qualifier l'insolvabilité provisoire ou définitive du commerçant<sup>6</sup>.

La déclaration judiciaire de la suspension des paiements a pour conséquence principale de paralyser les poursuites individuelles des créanciers. Quant à ce dernier, il conserve l'administration et la gestion de ses biens, ainsi que la direction de son entreprise, le Juge ayant néanmoins la possibilité de fixer des limites à ses pouvoirs.

#### *c) Les effets : la convention entre le débiteur et ses créanciers*

La caractéristique essentielle de la procédure de suspension des poursuites est de favoriser la conclusion d'un accord entre le débiteur et ses créanciers, lequel devra être approuvé par l'assemblée des créanciers présidée par le Juge chargé de l'affaire.

Dans l'hypothèse d'insolvabilité provisoire du débiteur, le Juge de première instance doit faire figurer dès l'origine sur la décision de déclaration de suspension des poursuites la convocation de l'assemblée des créanciers.

Dans le cas d'insolvabilité définitive, un délai d'attente de 15 jours est fixé avant la réunion de l'assemblée, délai au cours duquel le «suspendu» a la possibilité de fournir des garanties afin de transformer en provisoire l'insolvabilité définitive.

Néanmoins, il apparaît que dans la généralité des cas, entre la convocation et la célébration de l'assemblée des créanciers, un délai de 30 jours devra s'écouler, pendant lequel les créanciers pourront consulter l'ensemble des documents joints à la demande de déclaration par le

---

<sup>6</sup> Article 8 de la loi du 26 juillet de 1922 sur la suspension des paiements.

débiteur, le rapport des trois contrôleurs nommés par le Juge, la liste des créanciers, ainsi que la proposition d'accord présentée par le «suspendu»<sup>7</sup>.

Quant à la tenue de l'assemblée des créanciers, le «suspendu», ainsi que les trois contrôleurs ont une obligation de présence. Si le débiteur n'y assiste pas ou ne se fait pas représenter, conformément à l'article 13 de la loi sur la suspension, l'affaire est suspendue. En ce qui concerne les créanciers, tous ceux qui figurent sur la liste jointe à la demande de déclaration ont la possibilité d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter. Pour ce qui est de la validité de l'assemblée, il est requis que les créanciers présents représentent au moins les 3/5 du passif. Dans le cas où ce quorum n'est pas atteint, le bénéfice de la suspension est perdu. L'affaire est clôturée. Lorsque l'on est parvenu à constituer à réunir ce quorum, les créanciers ouvrent les discussions sur la proposition de convention présentée par le débiteur<sup>8</sup>.

Si la proposition se limite à un moratoire n'excédant pas trois ans, l'accord est approuvé s'il obtient le vote favorable de la moitié plus un des créanciers présents à l'assemblée. Dans l'hypothèse où la proposition ne se limite pas seulement à solliciter un moratoire de trois ans une majorité plus exigeante est requise : la proposition doit être acceptée par une majorité simple de créanciers représentant les 3/4 du passif. Si une telle majorité n'est pas obtenue, le Juge peut convoquer une nouvelle assemblée, l'approbation de la convention n'exigeant alors que le vote favorable des 2/3 du passif.

Si l'approbation n'est pas obtenue, les créanciers recouvrent leurs prérogatives individuelles, ainsi que le droit de provoquer l'ouverture d'une procédure de faillite.

**L'approbation de la convention** a pour effet d'obliger l'ensemble des créanciers. Néanmoins, les créanciers minoritaires ou tous ceux qui s'estiment lésés disposent du droit de contester la convention devant le Juge.

Si dans les huit jours suivant l'approbation de la convention, aucune contestation n'est présentée, le Juge homologue la convention. Cette approbation judiciaire donne un caractère obligatoire à la convention et à ses effets. Désormais, le débiteur est lié par la convention à tel point, que dans l'hypothèse où il ne la respecte pas, les créanciers ont la faculté de demander la résolution de la convention, de même qu'ils sont alors en mesure de demander la mise en faillite (*quiebra*).

---

<sup>7</sup> Article 10 de la loi du 26 juillet de 1922 sur la suspension des paiements.

<sup>8</sup> La proposition d'accord ou de convention est susceptible d'être modifiée. Toute modification nécessite le consentement du débiteur.

## B. L'ORGANISATION JUDICIAIRE DANS LE DROIT ESPAGNOL DES PROCEDURES COLLECTIVES

### 1. Considérations préliminaires

Les procédures collectives espagnoles, en tant qu'institutions destinées à payer les créanciers dans la mesure du possible avec le patrimoine du débiteur, ne pourraient aboutir à de tels résultats sans l'action d'une série d'organes ci-après énumérés.

**L'organe juridictionnel est représenté par le Juge**, qui prononce la faillite ou admet la suspension de paiement, auquel la Loi confie la fonction de direction et de surveillance de la régularité de la procédure.

**Les organes administratifs** sont composés, d'une part des syndics, ces derniers étant chargés d'administrer le patrimoine de la faillite et de représenter le failli et l'ensemble des créanciers.

D'autre part, ce sont les contrôleurs qui interviennent lors d'une suspension de paiements et qui sont chargés d'assurer la surveillance et la bonne administration du patrimoine par le débiteur «suspendu».

En cas de faillite, l'organe de surveillance et d'inspection est constitué par les commissaires, qui sont les intermédiaires entre le Juge les syndics. Leur principale fonction est alors de contrôler le travail des Syndics.

L'une des fonctions les plus importantes est celle établie par l'article 1139 du Code de Procédure Civile selon lequel « *le Commissaire préparera le jugement de qualification à l'aide du rapport que lui donnera le Tribunal après avoir effectué l'occupation des biens et des papiers de la faillite ... Les Syndics, de leur côté, dans les quinze jours suivant leur nomination, présenteront au Tribunal un rapport circonstancié sur les caractères que présente la faillite, en déterminant la catégorie dans laquelle ils pensent qu'elle doit être classée* ».

Par ailleurs, l'article 1140 ajoute que « *le mémoire du Commissaire et le rapport des Syndics seront transmis au procureur du Tribunal, pour prononcer une peine conforme aux lois en cas de découverte d'un délit ou d'une faute* ».

Enfin, l'organe délibérant est constitué par l'Assemblée Générale des créanciers, dont l'intervention dans la procédure collective est obligatoire pour certaines décisions ( notamment, désignation des Syndics, examen et administration des créances, discussion et approbation de l'accord, ainsi bien dans la procédure de faillite que dans celle de suspension des poursuites, etc.).

## 2. Le Juge et les décisions (*resoluciones judiciales*)

Dans un premier temps, il convient de signaler que dans l'organisation judiciaire espagnole, il n'existe pas de juridiction spécifique compétente en matière de procédures collectives. Ce sont en outre les Tribunaux ordinaires (juridictions civiles) qui sont compétentes en matière commerciale. Il n'existe donc pas en droit espagnol de spécialisation de l'organe judiciaire qui s'occupe des procédures collectives.

L'organe compétent est le Juge de Première Instance du lieu de résidence du débiteur ou du siège social si le débiteur est une personne morale. Toutefois, les conséquences pénales qui découlent de la qualification seront déterminées quant à elles par l'ordre pénal.

La décision judiciaire par laquelle on déclare la faillite prendra la forme d'un « acte » et non d'une sentence, entraînant des effets essentiellement constitutifs, dans la mesure où elle crée l'état légal de faillite.

Dans le cas d'une suspension des poursuites, la situation est différente; la décision judiciaire qui considère comme admise la suspension sera rendue sous la forme d'un jugement, lequel recevra la publicité que le juge estimera appropriée (dans un Registre spécial, tenu dans chaque juridiction, dans le Registre du Commerce et dans celui de la Propriété où sont enregistrés les immeubles).

Concernant la faillite, notons que le failli peut former opposition à l'acte déclaratif de celle-ci, qui s'effectuera suivant la forme prévue par le Code de Procédure Civile (article 1326 et suivants).

La conclusion de la faillite s'effectue sous forme de jugement. Il convient ici de signaler qu'au cours de la procédure, nombreux sont les incidents de procédure qui se produisent et la solution à ces problèmes intervient également par jugement. Le principe est ici que la décision judiciaire rendue est susceptible d'opposition devant le Juge qui a connu de la procédure.

Pour ce qui est de la suspension des poursuites, une fois admise la suspension par le Juge à travers un jugement, les documents que le débiteur présentera seront vérifiés, si le débiteur remplit les conditions légales, le Juge prononcera la suspension.

A compter de là, toutes les démarches seront effectuées afin que la procédure s'achève par un accord. La procédure de suspension se conclut par un Jugement, qui peut être contesté devant le Juge qui aura connu de la suspension.

En conclusion, selon la doctrine et la pratique, il conviendrait de spécialiser l'organe juridictionnel, compétent en matière de procédures collectives et de lui conférer un meilleur rôle que celui qu'il possède jusqu'à présent, sachant que dans la pratique il se limite à contrôler la régularité de ce que les parties décident.

La dernière proposition de réforme de 1995 plaide en faveur d'une meilleure spécialisation de l'organe juridictionnel, mais cela ne signifie pas la création d'un organe juridictionnel spécifique tel que les Tribunaux de commerce existant en France, en Italie, en Argentine, en Belgique, etc., ou le Tribunal des affaires collectives existant au Portugal.

### 3. Les Organes Administratifs : Syndics et Commissaires

L'article 1079 du Code de Procédure Civile dispose que *“Les Syndics nommés et investis de leurs fonctions procéderont à l'inventaire formel et général de tous les biens, effets, livres, documents et papiers de la faillite avec l'autorisation et l'assistance du commissaire (...)”*.

En effet, le Syndic est l'organe chargé d'administrer le bon déroulement de la procédure de faillite. Ses fonctions sont les suivantes :

- ✓ représenter le patrimoine de la faillite en jugement en défendant notamment ses droits et en exerçant les actions qui sont de son ressort.
- ✓ administrer les biens de la faillite, en se chargeant d'eux, des livres et documents.
- ✓ recouvrer toutes les créances, rentes et pensions appartenant au débiteur, payer les dépenses de celui-ci, ces opérations étant indispensables pour la défense de ses droits et pour la conservation de ses biens.
- ✓ réaliser (vendre) tous les biens du débiteur dans les conditions les plus avantageuses et en conformité avec la loi;
- ✓ vérifier les créances et proposer à l'Assemblée des créanciers leur admission et leur degré;
- ✓ assurer la convocation et le déroulement des assemblées des créanciers, dans les cas et pour les objectifs qu'ils estimeront nécessaires, en plus de ceux déterminés par la Loi;
- ✓ selon l'article 1090 du Code de procédure civile, “les requêtes civiles contre le failli qui seront en suspens lors de la déclaration de faillite, et celles qui seront intentées ultérieurement contre ses biens, seront suivies par les Syndics.

Comme on peut le constater, leurs possibilités de gestion sont très larges : ils doivent administrer et préserver la valeur des biens de la faillite et se comporter « comme de bons commerçants ».

En outre, ils doivent préparer les opérations nécessaires pour parvenir à temps à la vente des biens et à la répartition du numéraire entre les créanciers. Concernant un patrimoine en cours de liquidation, la principale caractéristique de l'administration demandée aux Syndics est de veiller à la conservation de la valeur économique des biens, vu que ces biens devront être aliénés un jour ou l'autre pour satisfaire les créanciers. L'administration par les Syndics implique donc une attitude dynamique et non statique.

Notons de plus que les Syndics, au nombre de trois, devront être créanciers et seront nommés lors de la première Assemblée générale. Au cas où la personne ou entité morale déclarée en faillite s'occuperait d'assurances, en tant qu'assureur ou réassureur, quelle que soit la catégorie de la branche d'assurance ou de réassurance dans laquelle elle agit, l'un d'entre eux au moins devra être fonctionnaire du Corps Technique d'Inspection Commerciale et d'Assurances.

Les contrôleurs, selon l'article 4 de la Loi sur la Suspension des poursuites, une fois cette suspension demandée par le commerçant ou chef d'entreprise, et prononcée par le Tribunal, celui-ci ordonnera toutes les opérations nécessaires et désignera notamment les contrôleurs.

Concernant la nature juridique de leurs fonctions dans les affaires de suspension (sont-ils des représentants des créanciers ou des auxiliaires du Juge ?), la doctrine a soutenu des points de vue opposés. Le débat a été tranché par le Tribunal Suprême qui, dans sa décision du 8 novembre 1941 [REM. 1223], a déclaré qu'il n'est pas exact que les contrôleurs aient la qualité de représentants des créanciers, parce que cette thèse va à l'encontre des normes qui régissent leur désignation et qui encadrent leur action.

Ainsi, leur désignation est l'oeuvre du Juge exclusivement, sans intervention des créanciers ni du «suspendu», leurs fonctions d'information et de surveillance sont, d'une certaine manière, celles d'auxiliaires du Juge. En outre, la Résolution de la Direction Générale des Registres et du Notariat du 20 février 1987 [RA. 1068] a précisé qu'ils "*sont fonctionnaires avec une fonction déléguée du Juge compétent*".

Les contrôleurs, pour lesquels l'exercice de leurs fonctions a un caractère obligatoire, commenceront à les exercer, si possible, le jour même de leur désignation, après avoir prêté le serment requis.

Si le débiteur ou l'un de ses créanciers conteste la désignation des contrôleurs, le Juge, après un examen de la justification présentée, se prononcera sans que sa décision soit susceptible de recours ultérieurs. Si le magistrat déclare fondée et recevable la récusation, il désignera en même temps le contrôleur qui devra se substituer à celui qui a été déchu.

En tout cas, le Juge désignera de un à trois contrôleurs selon les cas.

Lorsque la suspension est de faible importance, le juge est habilité à ne désigner qu'un seul contrôleur, dans la mesure où il s'agit d'un cas simple qui ne requiert pas de connaissance particulière ni expérience commerciale. Dans ce cas, la Loi impose que le contrôleur soit un créancier. Hormis ce cas particulier, la loi de 1922 a sur les suggestions de la pratique, fait le choix d'un contrôle exercé par un organe collégial comportant des experts et représentant des créanciers.

De même que pour la faillite, lorsqu'une personne physique ou morale demande la suspension de paiements et qu'elle se livre à une activité d'assurances quelconque, en tant qu'assureur ou réassureur, deux des trois Commissaires devront être des fonctionnaires du Corps Technique d'Inspection Commerciale et d'Assurances.

L'article 5 de la Loi sur la Suspension des poursuites établit la mission des contrôleurs. Leur activité consiste à assurer la régularité des opérations du «suspendu» dans l'exercice des diverses actions dans l'intérêt de son patrimoine, étant donné que l'intervention judiciaire dans la suspension de paiements n'écarte ni n'exige le développement des facultés que possède le débiteur «suspendu».

En principe, le «suspendu» conserve sa pleine capacité et peut notamment exercer des actions en justice sans avoir à obtenir l'autorisation préalable des contrôleurs.

Toutefois, selon le paragraphe 4° de l'article 5, ces derniers pourront, soit de leur propre initiative soit à celle de l'un quelconque des créanciers, suggérer l'exercice des actions correspondant à l'intérêt du «suspendu», et le cas échéant, avec l'autorisation du Juge, les exercer eux-mêmes, si l'intérêt des créanciers l'exige. On déduit de la lettre de cette disposition légale, que l'on n'interdit pas au commerçant «suspendu», d'agir en justice contre des tiers dans l'intérêt de son patrimoine. Mais cette norme autorise également contrôleurs à exercer une certaine tutelle sur les initiatives judiciaires du commerçant, dès lors que ses initiatives seraient préjudiciables aux créanciers.

En général, après l'admission de la requête de suspension, une «quasi occupation» du patrimoine du «suspendu» se produit avec la formation d'une masse des actifs. Les contrôleurs ont compétence pour assurer la conservation de ce qui constitue le gage général des créanciers.

En résumé, les diverses fonctions données aux contrôleurs sont les suivantes :

- ✓ contrôler la comptabilité du débiteur (articles 5 et 5-1°), surveiller toutes les opérations du «suspendu» qui devront nécessairement être effectuées avec son intervention (art. 5, §2 et 6).
- ✓ informer le Juge de ce qui arrive au «suspendu» et à ses affaires (art. 5. 3 et 4).
- ✓ informer les créanciers sur les données du «suspendu» qui leur seront demandées en vue de la contestation des créances (art. 11, § 5).
- ✓ exercer dans des cas précis certaines actions dans l'intérêt des créanciers (art. 5, dernier paragraphe; art. 11, paragraphe 2; art.21-2).
- ✓ rédiger un rapport - diagnostic- sur la situation patrimoniale du «suspendu» (art. 8).

Pour conclure sur ce point, l'administration du patrimoine du «suspendu» est régie par des règles dont la formulation reste imprécise au regard des canons français. En simplifiant peut-être abusivement le droit espagnol, on pourrait rapprocher ces règles de celles qui régissaient

naguère le règlement judiciaire, les contrôleurs exerçant non une mission de représentation, mais plus modestement une fonction d'assistance du débiteur.

Les contrôleurs se différencient des Syndics de la faillite par la nature de leur charge. Le caractère public de leurs fonctions prédomine : ce sont des auxiliaires délégués par le juge chargés de l'aider dans sa mission. Tandis que les Syndics doivent être des créanciers (article 1346 du Code de Procédure Civile), les contrôleurs, sauf un, doivent être experts commerciaux ou praticiens figurant sur les listes établies annuellement à cet effet par les Chambres de commerce, les Chambres d'Industrie et les représentations bancaires (article 4 de la Loi de Suspension de Paiements).

Il faut noter la grande importance qu'a leur intervention, surtout si l'on tient compte que la suspension des poursuites doit aboutir à un accord entre le débiteur «suspendu» et ses créanciers.

A cette fin, il leur revient notamment la charge d'établir un rapport qui déterminera la consistance définitive du patrimoine du débiteur, son équilibre ou son déséquilibre, l'insolvabilité définitive ou provisoire du débiteur, ainsi que les causes qui sont à l'origine de cette situation. Il faut également noter qu'obligation leur est faite, dans un délai relativement bref (fixé par le juge, sans pouvoir être inférieur à 20 jours ni supérieur à 60) d'établir un diagnostic sur l'entreprise et son avenir.

## C. APPRECIATION DE L'EFFICACITE DES PROCEDURES COLLECTIVES ESPAGNOLES

Les constatations majeures sont les suivantes :

### 1. La faible effectivité de ce droit

La procédure de **la faillite est très peu utilisée** en Espagne, tandis que, la procédure de suspension des poursuites l'est un peu plus à raison des avantages qu'elle comporte, entre autres, la possibilité de préserver l'activité commerciale. Par ailleurs, on peut dire que le nombre de procédures collectives initiées a encore baissé au cours des dernières années grâce à la conjoncture économique que connaît l'Espagne.

Ces tableaux dont les données ont été extraites des informations provenant de l'Institut National des Statistiques suite à leur collecte auprès des Tribunaux de première instance.

### Tableau sur la faillite

ANNEES	FORTUITE	COUPABLE	FRAUDULEUSE	BANQUEROUTE	NON-QUALIFIEE	TOTAL
1993	246	21	13	14	243	537
1994	185	15	10	17	341	568
1995	129	7	8	5	431	580
1996	103	6	5	2	506	622
1997	0	2	5	4	405	416

### Tableau sur la suspension des poursuites. Année 1997

catégorie cause économique	Personne physique	Société anonyme	Société limitée	Autres	Total
Manque de liquidités	35	357	229	18	649
Faible demande	22	177	126	8	333
Baisse de la productivité	3	81	48	6	138
Autres	1	4	3	1	9

## 2. L'ignorance sur le rendement de ce droit

Il n'existe pas en Espagne ni études statistiques, ni données susceptibles d'indiquer le pourcentage d'entreprises sauvées ou qui ont totalement disparu. L'Institut National des Statistiques<sup>9</sup>, qui est le principal organisme chargé de recueillir et de traiter les données sur les faillites et les suspensions, se contente de rassembler des informations sur :

- ✓ le nombre de procédures ouvertes;

---

<sup>9</sup> Pour plus d'information, s'adresser à l'INE (Instituto Nacional de Estadísticas). Paseo de la Castellana, 183. 28046. Madrid, Espagne. Fax : 34 1 583 9486. Telex : 49989.

- ✓ le statut juridique du débiteur : personne physique (PP), personne morale (PM), société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL), qui ont recours à ces procédures;
- ✓ la cause économique de la faillite ou de la suspension, les types d'insolvabilité, ainsi que le passif ou l'actif présenté par le débiteur lorsqu'il est déclaré en situation d'insolvabilité;
- ✓ de plus, pour la suspension des poursuites, le type d'accord passé avec les créanciers ( délai supérieur ou inférieur à trois ans, remise de dette de plus ou moins de 20% ou autres propositions).

En définitive, il s'agit de statistiques réduites qui ne permettent pas une analyse rigoureuse de ce qui se passe en réalité.

### **3. La durée moyenne de la procédure**

Elle dépend de la dimension de l'entreprise en crise. Si elle est de grande dimension, il est difficile de mettre d'accord tous les intérêts en jeu, à la différence de ce qui se passe lorsqu'il s'agit d'une petite entreprise. La durée moyenne est de deux à trois ans.

### **4. L'appréciation générale portée sur ce droit n'est en rien positive**

De fait on parle souvent d'une "fuite de la faillite" et de la même manière lorsque l'entreprise se trouve en situation de pouvoir demander la suspension, elle recourra à des solutions de caractère extra-judiciaire. En ce qui concerne la faillite et le degré de paiement des créanciers, on peut dire qu'au résultat, les créanciers privilégiés perçoivent une fraction de leur créance, tandis que les créanciers chirographaires n'ont, en règle générale, rien à espérer de telles procédures.

### **5. Les accords extrajudiciaires**

Il est acquis que dans la réalité les intéressés ont le plus souvent recours à des accords extrajudiciaires. Mieux, lorsque la situation du débiteur n'est pas redressable, il est très fréquent qu'il disparaisse de la scène économique et juridique, sans que cela se traduise autrement que par des pertes plus ou moins importantes pour ses créanciers.

Et lorsque la situation est redressable, il est bien connu que les établissements de crédit jouent alors un rôle de grande importance; bien souvent ils préfèrent faciliter la continuité d'exploitation de l'entreprise débitrice.

Ces « solutions » ne font l'objet d'aucun encadrement légal, même certaines d'entre elles peuvent être à l'origine de certaines difficultés pour ceux qui ont recours. On peut noter en particulier que l'article 899 du Code de Commerce dispose que « les conventions entre les

créanciers et le failli doivent être faites lors d'une assemblée de créanciers dûment constituée. Les pactes particuliers entre le failli et certains de ces créanciers seront nuls : le créancier qui les fera perdre ses droits sur la faillite, et le failli, par ce simple fait, sera qualifié de coupable, s'il ne mérite pas d'être considéré comme frauduleux ».

Par conséquent, il découle de cette disposition que les accords extrajudiciaires sont interdits dans notre système, et sont accompagnés de sanctions rigoureuses telles que celles que celles signalées. C'est pourquoi, dans la mesure où la solution extrajudiciaire est interdite, mais que la réalité est toute autre, il est si difficile de quantifier et de connaître le nombre d'accords particuliers obtenus de la sorte, même si le recours à ce type de solution est de plus en plus important dans la pratique.

Ceci dit, il est également vrai que des situations de déséquilibre peuvent se résoudre par voie amiable ou arbitrale, et que le plus souvent on n'a pas recours aux procédures judiciaires.

## D. ANNEXES

### 1. Dispositions relatives à la suspension des poursuites et à la faillite du Code de Commerce de 1885

## LIBRO IV DE LA SUSPENSION DE PAGOS, DE LAS QUIEBRAS Y DE LAS PRESCRIPCIONES

### TITULO I DE LA SUSPENSION DE PAGOS Y DE LA QUIEBRA EN GENERAL

#### *Sección 1ª De la suspensión de pagos y de sus efectos*

La suspensión de pagos de comerciantes y sociedades mercantiles se encuentra regulada en la Ley 26 julio 1922, de Suspensión de Pagos.

**Art. 870.** El comerciante que, poseyendo bienes suficientes para cubrir todas sus deudas, prevea la imposibilidad de efectuarlo a las fechas de sus respectivos vencimientos, podrá constituirse en estado de suspensión de pagos que declarará el Juez de Primera Instancia de su domicilio en vista de su manifestación.

**Art 871.** También podrá el comerciante que posea bienes suficientes para cubrir todo su pasivo, presentarse en estado de suspensión, dentro de las cuarenta y ocho horas siguientes al vencimiento de una obligación que no haya satisfecho.

CCom, art. 889.2.

**Art. 872.** El comerciante que pretenda se le declare en estado de suspensión de pagos, deberá acompañar a su instancia el balance, de su activo y pasivo y la proposición de la espera que solicite de sus acreedores, que no podrá exceder de tres años. Si bajo cualquiera forma se pretendiese quita o rebaja de los créditos, se negará el Juez a tramitar la solicitud de suspensión de pagos.

LSP, arts. 2 y 3.

**Art. 873.** El expediente de suspensión de pagos se acomodará a los trámites marcados en la Ley especial. Si la espera fuese desestimada por la Junta, quedará terminado el expediente.

Lo dispuesto en los artículos 870 al 873 será aplicable a las suspensiones de pagos de las sociedades y empresas no comprendidas en el artículo 930.

Para que dichas sociedades no comprendidas en el artículo 930 puedan constituirse en estado de suspensión de pagos, será indispensable el acuerdo de los socios, adoptado en Junta general precisamente convocada al efecto, dentro del término señalado en el artículo 871. Para la reunión de la Junta se fijarán los plazos más breves que consientan los estatutos o escritura social.

La mencionada «Ley especial» es la LSP, de 26 julio 1922.

LSP, art. 2.6.

LSA, arL 281.

### *Sección 2ª Disposiciones generales sobre las quiebras*

En materia de quiebra rigen, además de las normas de este Código, el Libro IV (arts. 1001 a 1177) del CCom 1829 y los arts. 1318 a 1396 LECiv, aplicándose supletoriamente los arts. 1130 a 1317 LECiv, referentes a los concursos de acreedores. Téngase en cuenta que los artículos del Código de Comercio que se citan en dichos preceptos lo son del Código de 1829,

En materia penal, véanse arts. 519 a 527 del Código Penal.

**Art. 874.** Se considera en estado de quiebra al comerciante que sobresee en el pago corriente de sus obligaciones.

CCom, art 1.

LECiv, art 1053.

Ley General de Cooperativas, art. 115.

**Art. 875.** Procederá la declaración de quiebra:

1º. Cuando la pida el mismo quebrado.

2°. A solicitud fundada de acreedor legítimo.

LECiv, arts. 1323 y 1324.

**Art. 876.** Para la declaración de quiebra a instancia de acreedor será necesario que la solicitud se funde en título por el cual se haya despachado mandamiento de ejecución o apremio y que del embargo no resulten bienes libres bastantes para el pago.

También procederá la declaración de quiebra a instancia de acreedores que, aunque no hubieren obtenido mandamiento de embargo, justifiquen sus títulos de crédito, y que el comerciante ha sobreseído de una manera general en el pago corriente de sus obligaciones, o que no ha presentado su proposición de convenio, en el caso de suspensión de pagos, dentro del plazo señalado en el artículo 872.

LECiv, art. 1325.

**Art. 877.** En el caso de fuga u ocultación de un comerciante, acompañada del cerramiento de sus escritorios, almacenes o dependencias, sin haber dejado persona que en su representación los dirija y cumpla sus obligaciones, bastará para la declaración de quiebra, a instancia de acreedor, que éste justifique su título y pruebe aquellos hechos por información. que ofrezca al Juez o Tribunal.

Los Jueces procederán de oficio, además, en casos de fuga notoria o de que tuvieren noticia exacta, a la ocupación de los establecimientos del fugado, y prescribirán. las medidas que exija su conservación, entre tanto que los acreedores usen de su derecho sobre la declaración de quiebra.

CCom, art. 898.

CCom 1829, art 1027.

**Art. 878.** Declarada la quiebra, el quebrado quedará inhabilitado para la administración de sus bienes.

Todos sus actos de dominio y administración. posteriores a la época a que se retrotraigan los efectos de la quiebra serán nulos.

Ley reguladora del Registro Civil, arts. 1 y 46.

LH, art. 2.4.

RH, arts. 10 y 55.

CCom, arts. 13.2 y 922.

CCom 1829, arts. 1024 y 1168 a 1175.

Estatuto de los Trabajadores, art. 51.10, redacción dada por el RDLeg. 1/1995, de 24 marzo.

Ley 2/1981, de 25 marzo, de regulación del mercado hipotecario, art.10.

Téngase en cuenta la disposición adicional séptima, 1, de la Ley 3/1994, de 14 abril, por la que se adapta la legislación española en materia de entidades de crédito a la Segunda Directiva de Coordinación Bancaria y se introducen otras modificaciones relativas al sistema financiero.

**Art. 879.** Las cantidades que el quebrado hubiere satisfecho en dinero, efectos o valores de crédito en los quince días precedentes a la declaración de quiebra, por deudas y obligaciones directas cuyo vencimiento fuere posterior a ésta, se devolverán a la masa por quienes las percibieron.

El descuento de sus propios efectos, hecho por el comerciante dentro del mismo plazo, se considerará como pago anticipado.

LECiv, arts. 1371 a 1377.

CCom, arts. 908 y 909.

**Art. 880.** Se reputarán fraudulentos y serán ineficaces respecto a los acreedores del quebrado los contratos celebrados por éste en los treinta días precedentes a su quiebra, si pertenecen a alguna de las clases siguientes:

1º Transmisiones de bienes inmuebles hechas a título gratuito.

2º Las constituciones dotales hechas de bienes privativos suyos a sus hijas.

3º Concesiones y traspasos de bienes inmuebles en pago de deudas no vencidas al tiempo de declararse la quiebra.

4º Hipotecas convencionales sobre obligaciones de fecha anterior que no tuvieren esta calidad, o por préstamos de dinero o mercaderías cuya entrega no se verificase de presente al tiempo de

otorgarse la obligación ante el Notario y testigos que intervinieran en ella.

5° Las donaciones entre vivos que no tengan conocidamente el carácter de remuneratorias, otorgadas después del balance anterior a la quiebra, si de éste resultare un pasivo superior al activo del quebrado.

CCom, art. 890.10.

CCom 1829, arts. 1039 y 1040.

LECiv, art. 1368.

En materia de donaciones, CC, art. 1442.

En relación con las constituciones dotales, téngase en cuenta la Ley 11/1981, de 13 mayo, de modificación del Código Civil en materia de filiación, patria potestad y régimen económico del matrimonio.

**Art. 881.** Podrán anularse a instancia de los acreedores, mediante la prueba de haber el quebrado procedido con ánimo de defraudarlos en sus derechos :

1° Las enajenaciones a título oneroso de bienes raíces, hechas en el mes precedente a la declaración de la quiebra.

2° Las constituciones dotales, hechas en igual tiempo, de bienes de la sociedad conyugal en favor de las hijas o cualquiera otra transmisión de los mismos bienes a título gratuito.

3° Las constituciones dotales o reconocimiento de capitales, hechos por un cónyuge comerciante a favor del otro cónyuge en los seis meses precedentes a la quiebra, siempre que no sean bienes inmuebles del aboengo de éste, o adquiridos o poseídos de antemano por el cónyuge en cuyo favor se hubiese hecho el reconocimiento de dote o capital.

4° Toda confesión de recibo de dinero de efectos de título de préstamo que, hecha seis meses antes de la quiebra en escritura pública no se acredite por la fe de entrega de Notario o si, habiéndose hecho en documento privado, no constare uniformemente de los libros de los contratantes.

5° Todos los contratos., obligaciones y operaciones mercantiles del quebrado que no sean anteriores en diez días, a lo menos, a la declaración de quiebra.

Véase nota al art. 890.

CCom, art. 890.10.

CC. art. 1297.

LH art.37.

**Art. 882.** Podrá revocarse a instancia de los acreedores toda donación o contrato celebrado en los dos años anteriores a la quiebra, si llegare a probarse cualquier especie de suposición o simulación hecha en fraude de aquéllos.

CCom 1829, art. 1041.

CC, arts. 1291 y 1442.

LH, arts. 34 y 37.

**Art. 883.** En virtud de la declaración de quiebra, se tendrán por vencidas a la fecha de la misma las deudas pendientes del quebrado.

Si el pago se verificase antes del tiempo prefijado en la obligación, se hará con el descuento correspondiente.

LH, arts. 34 y 36.

**Art. 884.** Desde la fecha de la declaración de quiebra dejarán de devengar interés todas las deudas del quebrado, salvo los créditos hipotecarios y pignoratícios hasta donde alcance la respectiva garantía.

LH, arts. 114 y ss.

**Art. 885.** El comerciante que obtuviere la revocación de la declaración de quiebra solicitada por sus acreedores; podrá ejercitar contra estos la acción de daños y perjuicios, si hubieren procedido con malicia, falsedad o injusticia manifiesta.

CCom 1829, art. 1034

LECiv, art. 1332

*Sección 3ª. De las clases de quiebra y de los complices en las mismas.*

**Art. 886.** Para los efectos legales se distinguirán tres clases de quiebra, a saber :

- 1° Insolvencia fortuita.
- 2° Insolvencia culpable.
- 3° Insolvencia fraudulenta.

Com 1829, art. 1002.

**Art. 887.** Se entenderá quiebra fortuita la del comerciante a quien sobrevinieren infortunios que, debiendo estimarse causales en el orden regular y prudente de una buena administración mercantil, reduzcan su capital al extremo de no poder satisfacer en todo o en parte sus deudas.

CCom, art. 897.

**Art. 888.** Se considerará quiebra culpable la de los comerciantes que se hallaren en alguno de los casos siguientes :

1° Si los gastos domésticos y personales del quebrado hubieren sido excesivos y desproporcionados en relación a su haber liquido, atendidas las circunstancias de su rango y familia.

2° Si hubiere sufrido pérdidas en cualquier especie de juego, que excedan de lo que por via de recreo suele aventurar en esta clase de entretenimiento un cuidadoso padre de familia.

3° Si las pérdidas hubieren sobrevenido a consecuencia de apuestas imprudentes y cuantiosas, o de compras y ventas u otras operaciones que tuvieren por objeto dilatar la quiebra.

4° Si en los seis meses precedentes a la declaración de la quiebra hubiere vendido a pérdida o por menos precio del corriente efectos comprados al fiado y que todavía estuviere debiendo.

5° Si constare que en el período transcurrido desde el último inventario hasta la declaración de la quiebra hubo tiempo en que el quebrado debía, por obligaciones directas, doble cantidad del haber liquido que le resultaba en el inventario.

CCom 1829, arts. 1005 y 1006.

**Art. 889.** Serán también reputados en juicio quebrados culpables salvo las excepciones que propongan y prueben para demostrar la inculpabilidad. de la quiebra :

1° Los que no hubieren llevado los libros de contabilidad en la forma y con todos los requisitos esenciales e indispensables que se prescriben en el título III del libro primero, y los que, aun llevándolos con todas estas circunstancias, hayan incurrido dentro de ellos en falta que hubiere causado perjuicio a tercero.

2° Los que no hubieren hecho su manifestación de quiebra en el término y forma que se prescribe en el artículo 871.

3° Los que, habiéndose ausentado al tiempo de la declaración la quiebra o durante el progreso del juicio, dejaren de presentarse personalmente en los casos en que la Ley impone esta obligación, no mediando legítimo impedimento.

CCom, arts. 25 a 41.

**Art. 890.** Se reputará quiebra fraudulenta la de los comerciantes en quienes concurra alguna de las circunstancias siguientes :

1° Alzarse con todo o parte de sus bienes.

2° Incluir en el balance, memorias, libros u otros documentos relativos a su giro o negociaciones, bienes, créditos, deudas, pérdidas o gastos supuestos.

3° No haber llevado libros, o llevándolos, incluir en ellos, con daño de tercero, partidas no sentadas en lugar y tiempo oportunos.

4° Rasgar, borrar o alterar de otro modo cualquiera el contenido de los libros, en perjuicio de tercero.

5° No resultar de su contabilidad la salida o existencia de activo de su último inventario, y del dinero, valores, muebles y efectos, de cualquiera especie que sean, que constare o se justificare haber entrado posteriormente en poder del quebrado.

6° Ocultar en el balance alguna cantidad de dinero, créditos, generos u otra especie de bienes o derechos.

7° Haber consumido y aplicado para sus negocios propios fondos o efectos ajenos que le estuvieren encomendados en depósito, administración o comisión.

8° Negociar, sin autorización del propietario, letras de cuenta ajena que obraren en su poder para su cobranza, remisión u otro uso distinto el de la negociación, si no hubiere hecho aquella remesa de su producto.

9° Si, hallandose comisionado para la venta de algunos géneros o para negociar créditos o valores de comercio, hubiere ocultado la operación al propietario por cualquier espacio de tiempo.

10° Simular enajenaciones de cualquiera clase que estas fueren.

11° Otorgar, firmar, consentir o reconocer deudas supuestas, presumiéndose tales, salvo la prueba en contrario, todas las que no tengan causa de deber o valor determinado.

12° Comprar bienes inmuebles, efectos o créditos, poniéndolos a nombre de tercera persona, en perjuicio de sus acreedores.

13° Haber anticipado pagos en perjuicio de los acreedores.

14° Negociar, después del último balance, letras de su propio giro a cargo de persona en cuyo poder no tuviere fondos ni crédito abierto autorización para hacerlo.

15° Si, hecha la declaración de quiebra, hubiere percibido y aplicado usos personales dinero, efectos o créditos de la masa, o distraído alguna de sus pertenencias.

CP, arts. 519, 520 y 524.

Ccom 1829, art. 1007.

**Art. 891.** La quiebra del comerciante, cuya verdadera situación no pueda deducirse de sus libros, se presumirá fraudulenta, salvo prueba en contrario.

CCom 1829, art. 1.008.

CCom, arts. 25 a 49.

**Art. 892.** La quiebra de los agentes mediadores del comercio se reputará fraudulenta cuando se justifique que hicieron por su cuenta, en nombre propio o ajeno, alguna operación del tráfico o giro, aun cuando el motivo de la quiebra no proceda de estos hechos.

Si sobreviniere la quiebra por haberse constituido el agente garante de las operaciones en que intervino, se presumirá la quiebra fraudulenta, salvo prueba en contrario.

CCom, art. 96. 1. y 14.4.

CCom 1829, art. 1009.

**Art. 893.** Serán considerados cómplices de las quiebras fraudulentas :

1°. Los que auxilién el alzamiento de bienes del quebrado.

2°. Los que, habiéndose confabulado con el quebrado para suponer créditos contra él, o aumentar el valor de los que efectivamente tengan contra sus valores o bienes, sostengan esta suposición en el juicio de examen y calificación de los créditos o en cualquiera Junta de acreedores de la quiebra.

3°. Los que, para anteponerse en la graduación en perjuicio de otros acreedores, y de acuerdo con el quebrado, alteraren la naturaleza o fecha del crédito, aun cuando esto se verifique antes de hacerse la declaración de quiebra.

4° Los que deliberadamente, y después que el quebrado cesó en sus pagos, le auxiliaren para ocultar o sustraer alguna parte de sus bienes o créditos.

5° Los que, siendo tenedores de alguna pertenencia del quebrado al tiempo de hacerse notoria la declaración de quiebra por el Juez o Tribunal que de ello conozca, la entregaren a aquél, y no a los administradores legítimos de la masa, a menos que, siendo de nación o provincia diferente de la del domicilio del quebrado, prueben que en el pueblo de su residencia no se tenía noticia de la quiebra.

6° Los que negaren a los administradores de la quiebra los efectos que de la pertenencia del quebrado existieren en su poder.

7° Los que, después de publicada la declaración de la quiebra, admitieren endosos del quebrado.

8° Los acreedores legítimos que, en perjuicio y fraude de la masa hicieren con el quebrado convenios particulares y secretos.

9° Los agentes mediadores, que intervengan en operaciones de tráfico o giro que hiciere el comerciante declarado en quiebra.

CCom 1829, art. 1010.

**Art. 894.** Los cómplices de los quebrados serán condenados, sin perjuicio de las penas en que incurran con arreglo a las Leyes criminales.

1° A perder cualquier derecho que tengan a la masa de la quiebra en que sean declarados cómplices.

2° A reintegrar a la misma masa los bienes, derechos y acciones sobre cuya sustracción hubiere recaído la declaración de su complicidad, con intereses e indemnización de daños y perjuicios.

CCom 1829, arts. 1011 a 1013..

CP. art. 527.

**Art. 895.** La calificación de la quiebra, para exigir al deudor la responsabilidad criminal, se hará siempre en ramo separado, que sustanciará con audiencia del Ministerio Fiscal, de los síndicos y del mismo quebrado.

Los acreedores tendrán derecho a personarse en el expediente y perseguir al fallido; pero lo harán a sus expensas, sin acción a ser reintegrados por la masa de los gastos del juicio ni de las costas, cualquiera que sea el resultado de sus gestiones.

LECiv, arts. 1382 a 1387.

**Art. 896.** En ningún caso, ni a instancia de parte ni de oficio, se procederá por los delitos de quiebra culpable o fraudulenta, sin que antes el Juez o Tribunal haya hecho la declaración de quiebra y la de haber méritos para proceder criminalmente.

LECiv, art. 1386.

**Art. 897.** La calificación de quiebra fortuita por sentencia firme no será obstáculo para el procedimiento criminal, cuando de los juicios pendientes sobre convenio, reconocimiento de créditos o cualquiera otra incidencia resultaren indicios de hechos declarados punibles en el Código Penal, los que se someterán al conocimiento del Juez o Tribunal competente. En estos casos deberá ser oído previamente el Ministerio público.

*Sección 4ª Del convenio de los quebrados con sus acreedores*

CCom 1829, arts. 1147, 1152, 1158 y 1159.

LECiv, arts. 1389 a 1396.

**Art. 898.** En cualquier estado del juicio, terminado el reconocimiento de créditos y hecha la calificación de la quiebra, el quebrado y sus acreedores podrán hacer los convenios que estimen oportunos.

No gozarán de este derecho los quebrados fraudulentos, ni los que se fugaren durante el juicio de quiebra.

LECiv, arts. 1389 y 1390.

CCom 1829, arts. 1147 a 1167.

**Art. 899.** Los convenios entre los acreedores y el quebrado han de ser hechos en Junta de acreedores y debidamente constituida.

Los pactos particulares entre el quebrado y cualquiera de sus acreedores serán nulos, el acreedor que los hiciere perderá sus derechos en la quiebra, y el quebrado, por este solo hecho, será calificado de culpable, cuando no mereciese ser considerado como quebrado fraudulento.

LECiv, arts. 1390 y 1391, así como 1304 y ss. de la misma.

**Art. 900.** Los acreedores singularmente privilegiados, los privilegiados, y los hipotecarios podrán abstenerse de tomar parte en la resolución de la Junta sobre el convenio; y absteniéndose, éste no les deparará perjuicio en sus respectivos derechos.

Si, por el contrario, prefiriesen tener voz y voto en el convenio propuesto, serán comprendidos en las esperas o quitas que la Junta acuerde, sin perjuicio del lugar y grado que corresponda al título de su crédito.

LECiv, art. 1392.

Estatuto de los Trabajadores, art. 32 respecto a las garantías salariales, en redacción dada por el RDLeg. por el que se aprueba el Texto Refundido 1/1995, de 24 marzo.

Ley 2/1981, de 25 marzo, de regulación del mercado hipotecario, art. 14.

**Art. 901.** La proposición de convenio se discutirá y pondrá a votación, formando resolución el voto de un número de acreedores que componga la mitad y uno más de los concurrentes, siempre que su interés en la quiebra cubra las tres quintas partes del total pasivo, deducido el importe de los créditos de los acreedores comprendidos en el párrafo primero del artículo anterior que hubieren usado del derecho consignado en dicho párrafo.

**Art. 902.** Dentro de los ocho días siguientes a la celebración de la Junta en que se hubiere acordado el convenio, los acreedores

disidentes y los que no hubieren concurrido a la Junta podrán oponerse a la aprobación del mismo.

LECiv, arts. 1394 y 1395.

**Art. 903.** Las únicas causas en que podrá fundarse la oposición al convenio serán:

1° Defectos en las formas prescritas para la convocación, celebración y deliberación de la Junta.

2° Falta de personalidad o representación en alguno de los votantes, siempre que su voto decida la mayoría en número o cantidad.

3° Inteligencias fraudulentas entre el deudor y uno o más acreedores, o de los acreedores entre si para votar a favor del convenio.

4° Exageración fraudulenta de créditos para procurar la mayoría de cantidad.

5° Inexactitud fraudulenta en el balance general de los negocios del fallido, o en los informes de los síndicos, para facilitar la admisión de las proposiciones del deudor.

CCom, art. 936.

**Art. 904.** Aprobado el convenio, y salvo lo dispuesto en el artículo 900, será obligatorio para el fallido y para todos los acreedores cuyos créditos daten de época anterior a la declaración de quiebra, si hubieren sido citados en forma legal, o si, habiéndoseles notificado la aprobación del convenio, no hubieren reclamado contra éste en los términos prevenidos en la Ley de Enjuiciamiento Civil, aún cuando no estén comprendidos en el balance ni hayan sido parte en el procedimiento.

LECiv, art. 1396.

**Art. 905.** En virtud del convenio, no mediando pacto expreso en contrario, los créditos quedarán extinguidos en la parte de que se hubiere hecho remisión al quebrado, aun cuando le quedare algun sobrante de los bienes de la quiebra, o posteriormente llegare a mejor fortuna.

CCom, art. 907. CC, art. 1911.

**Art. 906.** Si el deudor convenido faltare al cumplimiento de lo estipulado, cualquiera de sus acreedores podrá pedir la rescisión del convenio y la continuación de la quiebra ante el Juez o Tribunal que hubiere conocido de la misma.

**Art. 907.** En el caso de no haber mediado el pacto expreso de que habla el artículo 905, los acreedores que no sean satisfechos íntegramente con lo que perciban del haber de la quiebra hasta el término de la liquidación de ésta, conservarán acción, por lo que se les reste en sobre los bienes que ulteriormente adquiriera o pueda adquirir el quebrado.

CCom, art 921.

CC, art. 1911.

*Sección 5ª. De los derechos de los acreedores en caso de quiebra y de su respectiva graduación*

**Art. 908.** Las mercaderías, efectos y cualquiera otra especie de bienes que existan en la masa de la quiebra, cuya propiedad no se hubiere transferido al quebrado oir un título legal e irrevocable, se considerarán de dominio ajeno y se pondrán a disposición de sus legítimos dueños, previo el reconocimiento de su derecho en Junta de acreedores o en sentencia firme; reteniendo la masa los derechos que en dichos bienes pudieren corresponder al quebrado, en cuyo lugar quedará sustituida aquélla, siempre que cumplieran las obligaciones anejas a los mismos.

CCom, arts. 879, 909 y 910.

Téngase en cuenta la disposición adicional séptima, 1, de la Ley 3/1994, de 14 abril, por la que se adapta la legislación española en materia de entidades de crédito a la Segunda Directiva de Coordinación Bancaria y se introducen otras modificaciones relativas al sistema financiero.

**Art. 909.** Se considerarán comprendidos en el precepto del artículo anterior para los efectos señalados en él :

1º Los bienes dotales inestimados y los estimados que se conservaren en poder del marido, si constare su recibo por escritura pública inscrita con arreglo a los artículos 21 y 27 de este Código.

2° Los bienes parafernales que la mujer hubiere adquirido por título de herencia, legado o donación, bien se hayan conservado en la forma que los recibió, bien se hayan subrogado o invertido en otros, con tal que la inversión o subrogación se haya inscrito en el Registro Mercantil conforme a lo dispuesto en los artículos citados en el número anterior.

3° Los bienes y efectos que el quebrado tuviere en depósito, administración, arrendamiento, alquiler o usufructo.

4° Las mercaderías que el quebrado tuviere en su poder por comisión de compra, venta, tránsito o entrega.

5° Las letras de cambio o pagarés que, sin endoso o expresión que transmitiere su propiedad, se hubieren remitido para su cobranza al quebrado, y las que hubiere adquirido por cuenta de otro, libradas o endosadas directamente en favor del comitente.

6° Los caudales remitidos fuera de cuenta corriente al quebrado, y que este tuviere en su poder, para entregar a persona determinada en nombre y por cuenta del comitente, o para satisfacer obligaciones que hubieren de cumplirse en el domicilio de aquél.

7° Las cantidades que estuvieren debiendo al quebrado por venta hechas de cuenta ajena, y las letras o pagarés de igual procedencia que obraren en su poder, aunque no estuvieren extendidas en favor del dicho de las mercaderías vendidas, siempre que se pruebe que la obligación procede de ellas y que existían en poder del quebrado por cuenta del propietario para hacerlas efectivas y remitirle los fondos a su tiempo, lo cual se presumirá de derecho si la partida no estuviere pasada en cuenta corriente entre ambos.

8° Los géneros vendidos al quebrado a pagar al contado y no satisfechos en todo o en parte, ínterin subsistan embalados en los almacenes del quebrado, o en los términos en que se hizo la entrega, y en estado de distinguirse específicamente por las marcas o números de los fardos o bultos.

9° Las mercaderías que el quebrado hubiere comprado al fiado, mientras no se le hubiere hecho la entrega material de ellas en sus almacenes o en paraje convenido para hacerla, y aquéllas cuyos conocimientos o cartas de porte se le hubieren remitido, después de cargadas, de orden y por cuenta y riesgo del comprador.

En los casos de este número y del 8°, los síndicos podrán detener los géneros comprados o reclamarlos para la masa, pagando su precio al vendedor.

Téngase en cuenta la Ley 11/1981, de 13 mayo, de modificación del Código Civil en materia de filiación, patria potestad y régimen económico del matrimonio.

**Art. 910.** Igualmente se considerará comprendido en el precepto del artículo 908, para los efectos determinados en el mismo, el importe de los billetes en circulación de los Bancos de emisión, en las quiebras de estos establecimientos.

CCom, arts. 180 y 181.

**Art. 911.** Con el producto de los bienes de la quiebra, hechas las deducciones que prescriben los artículos anteriores, se pagará a los acreedores con arreglo a lo establecido en los artículos siguientes.

CCom, arts. 926, 927, 932 y 941.

**Art. 912.** La graduación de créditos se hará dividiéndolos en dos secciones: la primera comprenderá los créditos que hayan de ser satisfechos con el producto de los bienes muebles de la quiebra, y la segunda, los que hayan de pagarse con el producto de los inmuebles.

CC, arts. 1921 y ss.

**Art. 913.** La prelación de los acreedores de la primera sección se establecerá por el orden siguiente:

CC, art. 1924.

Estatuto de los Trabajadores, art. 32.

Ley de Propiedad Intelectual, art. 54.

1º Los acreedores singularmente privilegiados, por este orden:

A) Los acreedores por gastos de entierro, funeral y testamentaria.

Los acreedores alimenticios, o sea, los que hubieren suministrado alimentos al quebrado o su familia.

B) Los acreedores por trabajo personal, comprendiendo a los dependientes de comercio por los seis últimos meses anteriores a la quiebra.

C) Los titulares de créditos derivados de los regímenes obligatorios de subsidios y seguros sociales y mutualismo laboral respecto de igual tiempo que el señalado en el apartado anterior.

2° Privilegiados que tuvieren consignado un derecho preferente en este Código.

El CCom establece derechos preferentes en los arts. 98, 196, 208, 276, 320, 340, 372, 375, 376, 580, 581, 667, 704 y 730.

3° Los privilegiados por derecho común, y los hipotecarios legales en los casos en que, con arreglo al mismo derecho, le tuvieren de prelación sobre los bienes muebles.

CC, art. 1922.

LH, art. 168.

4° Los acreedores escriturarios conjuntamente con los que lo fueren por títulos o contratos mercantiles en que hubiere intervenido agente o corredor.

5° Los acreedores comunes por operaciones mercantiles.

6° Los acreedores comunes por Derecho civil.

**Art. 914.** La prelación en el pago a los acreedores de la segunda sección se sujetará al orden siguiente:

1° Los acreedores con derecho real, en los términos y por el orden establecido en la Ley Hipotecaria.

2° Los acreedores singularmente privilegiados y demás enumerados en el artículo anterior, por el orden establecido en el mismo.

CC, arts. 1923, 1924 y 1927.

Ley de regulacion del mercado hipotecario, art. 14.

LH, arts. 25, 50, 51 y 64.

**Art. 915.** Las sumas que los acreedores hipotecarios legales percibiesen de los bienes muebles, realizados que sean, serán abonados en cuenta de lo que hubieren de percibir por la venta de inmuebles; y si hubiesen percibido el total de su crédito, se tendrá por saldado y se pasará a pagar al que siga por orden de fechas.

LH, art. 25. CCom, art. 927.

**Art. 916.** Los acreedores percibirán sus créditos sin distinción de fechas, a prorrata dentro de cada clase y con sujeción al orden señalado en los artículos 913 y 914.

Exceptúanse:

1° Los acreedores hipotecarios, que cobrarán por el orden de fechas de la inscripción de sus títulos.

2° Los acreedores escriturarios y por títulos mercantiles intervenidos por agentes o corredores, que cobrarán también por el orden de fechas de sus títulos.

Quedan a salvo, no obstante, las disposiciones anteriores, los privilegios establecidos en este Código sobre cosa determinada, en cuyo caso concurrirían varios acreedores de la misma clase, se observará la regla general.

LH, art. 25.

**Art. 917.** No se pasará a distribuir el producto de la venta entre los acreedores de un grado, letra o número de los fijados en los artículos 913 y 914, sin que queden completamente saldados los créditos del grado, letra o número de los artículos referidos, según su orden de prelación.

**Art. 918.** Los acreedores con prenda constituida por escritura pública o en poliza intervenida por agente o corredor no tendrán obligación de traer a la masa los valores u objetos que recibieron en prenda, a menos que la representación de la quiebra los quisiera recobrar satisfaciendo íntegramente el crédito a que estuvieren afectos.

Si la masa no hiciera uso de este derecho, los acreedores con prenda cotizable en Bolsa podrán venderla al vencimiento de la deuda, con arreglo a lo dispuesto en el artículo 323 de este Código, y si las prendas fuesen de otra clase, podrán enajenarlas con intervención de corredor o agente colegiado, si los hubiere, o, en otro caso, en almoneda pública ante Notario.

El sobrante que resultare después de extinguido el crédito será entregado a la masa.

Si, por el contrario, aún resultase un saldo contra el quebrado, el acreedor será considerado como escriturario, en el lugar que le corresponda según la fecha del contrato.

**Art. 919.** Los acreedores hipotecarios, ya voluntarios, ya legales, cuyos créditos no quedasen cubiertos con la venta de los inmuebles que les estuviesen hipotecados, serán considerados, en cuanto al resto, como acreedores escriturarios, concurriendo con los demás de este grado, según la fecha de sus títulos.

*Sección 6ª. De la rehabilitación del quebrado*

LECiv, art. 1388, teniendo en cuenta que los preceptos que cita lo son del Código de 1829, En especial, arts. 1168, 1169, 1173 y 1175 del mismo.

En relación con la inscripción en el Registro Civil de la rehabilitación del quebrado, véanse arts. 1.5 y 46 LRC y 178 RRC.

**Art. 920.** Los quebrados fraudulentos no podrán ser rehabilitados.

CCom, arts. 886, 890, 891, 893, 896 y 898.

**Art. 921.** Los quebrados no comprendidos en el artículo anterior podrán obtener su rehabilitación justificando el cumplimiento íntegro del convenio aprobado que hubiesen hecho con sus acreedores.

Si no hubiere mediado convenio, estarán obligados a probar que, con el haber de la quiebra, o mediante entregas posteriores, quedaron satisfechas todas las obligaciones reconocidas en el procedimiento de la quiebra.

Ccom, arts. 898 a 907

**Art. 922.** Con la habilitación del quebrado cesarán todas las interdicciones legales que produce la declaración de quiebra.

CCom, arts. 13º y 878.

*Sección 7ª. Disposiciones generales relativas a la quiebra de las sociedades mercantiles en general*

LSA, arts. 260 y 28 1.

LSRL, art 30.

Ley General de Cooperativas, art. 103.9.

Ley sobre régimen jurídico de las Sociedades de garantía recíproca, art 59, g).

**Art. 923.** La quiebra de una sociedad en nombre colectivo o en comandita lleva consigo la de los socios que tengan en ella responsabilidad solidaria, conforme a los artículos 127 y 148 de este Código, y producirá, respecto de todos los dichos socios, los efectos inherentes a la declaración de la quiebra, pero manteniéndose siempre separadas las liquidaciones respectivas.

CCom, art 237.

**Art. 924.** La quiebra de uno o más socios no produce por sí sola la de la sociedad.

CCom, art. 222.3.

**Art. 925.** Si los socios comanditarios o de compañías anónimas no hubieren entregado al tiempo de la declaración de la quiebra el total de las cantidades que se obligaron a poner en la sociedad, el administrador o administradores de la quiebra tendrán derecho para reclamarles los dividendos pasivos que sean necesarios dentro, del límite de su respectiva responsabilidad.

CCom, arts. 170 y 171. LSA, arts. 42 y ss.

**Art. 926.** Los socios comanditarios, los de sociedades anónimas y los de cuentas en participación que a la vez sean acreedores de la quiebra, no figurarán en el pasivo de la misma más que por la diferencia que resulte a su favor después de cubiertas las cantidades que estuvieren obligados a poner en el concepto de tales socios.

**Art. 927.** En las sociedades colectivas, los acreedores particulares de los socios cuyos créditos fueren anteriores a la constitución de la sociedad, concurrirán con los acreedores de ésta, colocándose en el lugar y grado que les corresponda, según la

naturaleza de sus respectivos créditos, conforme a lo dispuesto en los artículos 913, 914 y 915 de este Código.

Los acreedores posteriores sólo tendrán derecho a cobrar sus créditos del remanente, si lo hubiere, después de satisfechas las deudas sociales, salva siempre la preferencia otorgada por las leyes a los créditos privilegiados y a los hipotecarios.

**Art. 928.** El convenio, en la quiebra de sociedades anónimas que no se hallan en liquidación, podrá tener por objeto la continuación o el traspaso de la empresa con las condiciones que se fijen en el mismo convenio.

LSA, an. 281.

LSP, art. 14, ùl timo pàrrafo.

**Art. 929.** Las compañías estarán representadas durante la quiebra según hubieren previsto para este caso los estatutos, y, en su defecto, por el Consejo de Administración; y podrán en cualquier estado de la misma presentar a los acreedores las proposiciones de convenio que estimen oportunas, las cuales deberán resolverse con arreglo a lo que se dispone en la sección siguiente.

CCom, arts. 228, 229 y 238.

LSA, art. 272.

*Sección 8ª. De la suspensión de pagos y de las quiebras de las compañías y empresas de ferrocarriles y demás obras públicas*

La mayoría de las disposiciones de esta sección provienen de la Ley 12 diciembre 1869, sobre quiebra de las compañías de ferrocarriles, canales y demás obras públicas, subsistente en todo lo no modificado por el presente Código. Ténganse en cuenta, igualmente, las Leyes 19 septiembre 1896, sobre convenios entre las compañías de ferrocarriles y sus acreedores que llegan al estado de suspensión de pagos; 9 abril 1904, relativa a convenios, suspensión de pagos y quiebras de las sociedades o empresas concesionarias de obras públicas y 2 enero 1915, sobre suspensión de pagos de compañías de ferrocarriles.

Véase también el Decreto-ley 18/1969, de 20 octubre, sobre Administración Judicial de empresas embargadas y sobre Fondos de

Previsión para RD Ley 1511977, de 25 marzo, RD 1010/1997, de 3 mayo y 23 junio 1977.

**Art. 930.** Las compañías y empresas de ferrocarriles y demás obras de servicio público general, provincial o municipal que se hallaren en la imposibilidad de saldar sus obligaciones, podrán presentarse al Juez estado de suspensión de pagos.

También podrá hacerse la declaración de suspensión de pagos a instancia de uno o mas acreedores legitimos, entendiéndose por tales, para los efectos de este articulo, los comprendidos en el 876.

Ley 2 enero 1915, art. 1.

**Art.931.** Por ninguna acción judicial ni administrativa podrá interrumpirse el servicio de explotación de los ferrocarriles ni de ninguna obra pública.

Ley 12 noviembre 1869, art. 3.

LECiv, art. 1448.

**Art. 932.** La compañía o empresa que se presentare en estado de suspensión de pagos, solicitando convenio con sus acreedores, deberá acompañar a su solicitud el balance de su activo y pasivo.

Para los efectos relativos al convenio, se dividirán los acreedores en tres grupos: el primero comprenderá los créditos de trabajo personal y los procedentes de expropiaciones, obras y material; el segundo, los de las obligaciones hipotecarias emitidas por el capital que las mismas representen, y por los cupones y amortización vencidos y no pagados, computándose los cupones y amortización por su valor total, y las obligaciones según el tipo de emision, dividiéndose este grupo en tantas secciones cuantas hubieren sido las emisiones de obligaciones hipotecarias; y el tercero, todos los demás créditos, cualquiera que sea su naturaleza y orden de prelación entre sí y con relación a los grupos anteriores.

Ley 12 noviembre 1869, arts. 10 y 11.

Este precepto modifica parcialmente el art. 12 de la Ley 12 noviembre 1869.

Ley 2 enero 1915, art. 3.

LSA, art. 310.

**Art. 933.** Si la compañía o empresa no presentare el balance en la forma determinada en el artículo anterior, o la declaración de suspensión de pagos hubiese sido solicitada por acreedores que justifiquen las condiciones exigidas en el párrafo 2° del artículo 930, el Juez o Tribunal mandará que se forme el balance en el término de quince días, pasados los cuales sin presentarlo, se hará de oficio en igual término y a costa de la compañía o empresa deudora.

Ley 12 noviembre 1869, arts. 7 y 8.

**Art. 934.** La declaración de suspensión de pagos hecha por el Juez o Tribunal producirá los efectos siguientes:

1° Suspenderá los procedimientos ejecutivos y de apremio.

2° Obligará a las compañías y empresas a consignar en la Caja de Depósitos o en los Bancos autorizados al efecto los sobrantes, cubiertos que sean los gastos de administración, explotación y construcción.

3° Impondrá a las compañías y empresas el deber de presentar Juez o Tribunal, dentro del término de cuatro meses, una proposición de convenio para el pago de los acreedores, aprobada previamente en junta ordinaria o extraordinaria por los accionistas, si la compañía o empresa deudora estuviere constituida por acciones.

Ley 12 noviembre 1869, art. 11.

LECiv, arts. 1135 y 1136.

**Art. 935.** El convenio quedará aprobado por los acreedores si le aceptan los que representen tres quintas partes de cada uno de los grupos o secciones señalados en el artículo 932.

Se entenderá igualmente aprobado por los acreedores, si, no habiendo concurrido, dentro del primer plazo señalado al efecto, número bastante para formar la mayoría de que antes se trata, lo aceptaren en una segunda convocatoria acreedores que representaren los dos quintos del total de cada uno de los dos primeros grupos y de sus secciones, siempre que no hubiese oposición que exceda de otros dos quintos de cualquiera de dichos grupos o secciones, o del total pasivo.

**Art. 936.** Dentro de los quince días siguientes a la publicación del computo de los votos, si este hubiere sido favorable al convenio,

los acreedores disidentes y los que no hubieren concurrido podrán hacer oposición al convenio por defectos en la convocación de los acreedores y en las adhesiones de éstos, o por cualquiera de las causas determinadas en los números 2° al 5° del artículo 903.

Decreto 5 noviembre 1934 (Gaceta núm. 311, de 7 noviembre), sobre convenio de las Compañías de ferrocarriles y demás empresas concesionarias de obras y servicios públicos con sus acreedores, art. 3.

**Art. 937.** Aprobado el convenio sin oposición, o desestimada ésta por sentencia firme, será obligatorio para la compañía o empresa deudora y para todos los acreedores cuyos créditos daten de época anterior a la suspensión de pagos, si hubieren sido citados, en forma legal, o si, habiéndoseles notificado el convenio, no hubieren reclamado contra él en los términos prevenidos en la Ley de Enjuiciamiento Civil.

LECiv, arts. 1392 a 1396.

CCom, art. 904.

**Art. 938.** Procederá la declaración de quiebra de las compañías o empresas, cuando ellas lo solicitaren, o a instancia de acreedor legítimo, siempre que en este caso se justificare alguna de las condiciones siguientes:

1° Si transcurrieren cuatro meses desde la declaración de suspensión de pagos sin presentar al Juez o Tribunal la proposición de convenio.

2° Si el convenio fuere desaprobadado por sentencia firme, o no se reuniesen suficientes adhesiones para su aprobación en los dos plazos a refiere el artículo 935.

3° Si, aprobado el convenio, no se cumpliere por la compañía o empresa deudora, siempre que en este caso lo soliciten acreedores que representen al menos la vigésima parte del pasivo.

Ley 12 noviembre 1869, art. 13.

**Art. 939.** Hecha la declaración de quiebra, si subsistiere la concesión se pondrá en conocimiento del Gobierno o de la corporación que la hubiere otorgado, y se constituirá un Consejo de Incautación, compuesto de un presidente nombrado por dicha

autoridad; dos vocales designados por la compañía o empresa; uno por cada grupo o sección deudores, y tres a pluralidad de todos estos.

10.- Código de Comercio - 1995

Ley 12 noviembre 1869, art. 13.

Ley 2 enero 1915, arts. 4 a 6.

**Art. 940.** El Consejo de Incautación organizará provisionalmente el servicio de la obra pública; la administrará y explotará, estando además obligado:

1° A consignar con carácter de depósito necesario los productos en la Caja General de Depósitos, después de deducidos y pagados los gastos de administración y explotación.

2° A entregar en la misma Caja, y en el concepto también de depósito necesario, las existencias en metálico o valores que tuviera la compañía o empresa al tiempo de la incautación.

3° A exhibir los libros y papeles pertenecientes a la compañía o empresa, cuando proceda y lo decrete el Juez o Tribunal.

Ley 12 noviembre 1869, arts. 14 y 15.

**Art. 941.** En la graduación y pago de los acreedores se observará lo dispuesto en la sección quinta de este título.

2. Loi du 26 juillet 1922 sur la Suspension des poursuites

**LEY DE SUSPENSION DE PAGOS DE**  
**26 DE JULIO DE 1922**

**Artículo 1°** Los expedientes de suspensión de pagos de los comerciantes y de las Sociedades mercantiles que no estén comprendidas en el artículo 930 del Comercio se tramitarán con arreglo a lo establecido en esta Ley.

CCom, art. 873.

**Art. 2°** El comerciante o la entidad mercantil que pretenda se le declare en estado de suspensión de pagos deberá acompañar al escrito en que lo solicite los documentos siguientes:

1° El balance detallado de su activo y pasivo, o por lo menos un estado de situación que refleje, con la posible exactitud, la relación en que se hallan, en la fecha en que se produce dicha petición, los bienes del solicitante y el conjunto de sus obligaciones. En este caso, el Juez señalará un plazo, que no puede exceder de treinta días, para la presentación del balance definitivo, que habrá de formarse bajo la inspección de los interventores.

Si hubiera bienes inmuebles, se acompañarán los títulos de dominio o una descripción detallada de los mismos.

2° Relación nominal, y sin excepción alguna, de todos sus acreedores, en la que habrán de consignarse sus domicilios y la cuantía, procedencia, fecha de sus respectivos créditos y de sus vencimientos.

Cuando el solicitante afirme que el número de sus acreedores pasa de mil, o que por la indole de las operaciones de que se deriven los créditos no le es posible fijar desde luego la cuantía de los mismos, bastará que haga constar, con referencia al último balance de situación, el número aproximado de acreedores, el nombre de los conocidos y el porte global de sus créditos.

3° Una Memoria expresiva de las causas que hayan motivado la suspensión y de los medios con que cuenta para solventar sus débitos.

4° Una proposición para el pago de sus débitos.

5 ° Cuando la entidad que formule la solicitud de suspensión de pagos fuese una Sociedad anónima, acompañará a su petición certificación del acuerdo del Consejo de Administración autorizando la presentación de dicha solicitud y la justificación de haber convocado Junta de accionistas para someter a su ratificación el mencionado acuerdo. Si dentro de los plazos señalados en los Estatutos de la Compañía de que se trate no se celebrare la Junta general, o ésta no ratificare la decisión del Consejo, se dará por terminado el expediente de suspensión de pagos, quedando los acreedores en plena libertad para el ejercicio de sus acciones.

En el acuerdo de la Junta general de accionistas, ratificando la decisión del Consejo de Administración, se indicarán las personas u organismos que habrán de ostentar la plena representación de la Sociedad en el expediente, con facultad para modificar la proposición de convenio formulada e intervenir en todas las incidencias o cuestiones que se susciten.

6° Indicación de las sucursales, agencias o representaciones directas que tuviese el solicitante, con expresión de la localidad en que funcionen.

Todos estos documentos estarán firmados por el solicitante o por quien le represente con poder especial.

**Art. 3°** Con la petición y documentos a que se hace referencia en el artículo anterior, serán también presentados al Juzgado por el solicitante los libros de contabilidad, tanto los que deba llevar con sujeción al Código de Comercio de Leyes especiales, como los que voluntariamente haya creído conveniente autenticar por exigirlo el sistema de contabilidad que hubiese adoptado. En la diligencia misma de presentación se hará constar que el secretario, con el concurso de los interventores, ha puesto, firmado y sellado, nota de la solicitud de suspensión a continuación del último asiento, en todos ellos. En las notas aludidas mencionará el secretario cualquier anomalía que observe en los libros, señaladamente las enmiendas, raspaduras y espacios u hojas sin llenar. Pondrá el Juez su visto bueno, y el secretario devolverá enseguida los libros al suspenso para que los conserve en su escritorio, continúe en ellos haciendo los asientos de sus operaciones y

los tenga en todo momento a disposición del Juez, de los interventores y de los acreedores en la forma y términos que el Juzgado determine.

C. Com, arts. 25 y ss.

**Art. 4°** El Juez a quien corresponda el conocimiento del expediente examinará la solicitud del comerciante, y si hubiere sido producida en forma y la acompañaren los documentos y libros indicados en los artículos anteriores, tendrá por solicitada la declaración del estado de suspensión de pagos, en providencia. que dictará necesariamentoe el mismo día de la presentación. del escrito, y si no fuera posible, en el siguiente, y comunicará telegráficamente ese proveído a todos de las localidades en que tenga sucursales, agencias o representaciones directas el comerciante o entidad a que se refiera dicha declaración. Esta providencia, de la que se dará publicidad en la forma que estime conveniente, se anotará en un registro especial, que se llevara en cada Juzgado, en el Registro Mercantil y en el de la Propiedad en donde estén inscritos los inmuebles del suspenso.

En la misma providencia ordenará el Juzgado que queden intervenidas todas las operaciones del deudor. A tal efecto designará tres interventores, dos de los cuales serán Peritos Mercantiles o prácticos de los que figuren en las listas que con este objeto deben remitir anualmente al Juzgado ( o al Decanato, si hubiere varios en la localidad respectiva) las Cámaras de Comercio, las de Industria y las representaciones regionales de la Asociación de la Banca. Para hacer la designación se dará preferencia a la lista remitida por la entidad a que este asociado el deudor por la especialidad de su negocio. El tercer interventor será un acreedor designado por el Juez entre los que figuren en primer tercio, por orden de importancia de créditos, de la lista presentada al solicitar la declaración de suspensión.

Cuando la persona o entidad que solicite la declaración de suspensión de pagos esté dedicada a cualquier clase de operaciones de seguros, como aseguradora o reaseguradora, dos de los tres interventores habrán de ser funcionarios del Cuerpo Técnico de Inspección Mercantil y de Seguros, designados por el Jefe superior de Comercio y Seguros.

Los interventores, para quienes será obligatorio el desempeño de sus cargos, comenzarán a ejercerlos a ser posible, el mismo día, de su designación, previa prestación del oportuno juramento. Si hubiese dificultad para la posesión del tercero,entrarán en funciones los otros

dos. Mientras no comiencen los interventores a desempeñar su cargo, ejercerá intervención el Juez.

Si el deudor o alguno de sus acreedores, cuando estos fueren conocidos, impugnase el nombramiento de los interventores, el Juez, previo examen de la justificación que se presente, resolverá de plano, sin ulteriores recursos, y si estimase la impugnación, designará en el mismo, proveído el interventor que deba sustituir al separado, utilizando para ello el mismo procedimiento.

Los Jueces a quienes se comunique telegráficamente que se ha tenido por solicitada en forma la declaración de suspensión de pagos de un Comerciante o sociedad mercantil que tenga sucursales, agencias o representaciones dentro del territorio al que alcance su jurisdicción, decretarán inmediatamente la intervención de dichas dependencias.

Si por la poca importancia o naturaleza de la suspensión el Juez lo creyera conveniente podrá designar un solo interventor, que en este caso será necesariamente acreedor y nombrado en la forma establecida en los párrafos que anteceden.

LRC, art. 46

RRM, arts. 284 y ss.

LH, art. 2.4.

RH, arts. 10, 55 y 386 a 391.

Ley 19/1988, de 12 julio, de Auditoria de Cuentas, Disposición Adicional cuarta.

**Art. 5°** Corresponderá a los interventores en los expedientes de suspensión de pagos:

1° Inspeccionar los libros del suspenso y hacer que, después de la nota de presentación mencionada en el artículo 3°, se consigne en ellos, en forma legal, cuantas operaciones se realicen.

2° Intervenir todas las operaciones que el suspenso pueda hacer con arreglo a la Ley, exigiendo que diariamente verifique el balance de la caja.

3° Informar al Juez de cuanto importante ocurra respecto al suspenso y sus negocios para las resoluciones que procedan en defensa o protección de los intereses de los acreedores.

4° Informar al Juez acerca de la procedencia de las reclamaciones que el suspenso pretenda entablar en defensa o reclamación de sus derechos ante tercero.

Corresponderá asimismo a los interventores proponer el ejercicio de las acciones convenientes al interés del patrimonio del suspenso, bien a iniciativa propia o de cualquier acreedor, pudiendo, mediante autorización del Juez, ejecutarlas por sí mismos si así lo demandase el interés de la masa.

**Art. 6°** Hasta que la propuesta de convenio obtenga la aprobación de los acreedores en cualquiera de las formas señaladas en los artículos 14 y 18 de esta Ley, el comerciante suspenso conservará la administración de sus bienes y gerencia de sus negocios, con las limitaciones que en cada caso fije el Juzgado, previo informe especial que sobre este punto emitirán los interventores, pudiendo tomar las medidas precautarias y de seguridad convenientes y llegar hasta la suspensión y sustitución del comerciante, gerente o consejo de Administración. Mientras se provea sobre este extremo, el suspenso ajustará sus operaciones a las reglas siguientes:

1° Verificará con el concurso de los interventores, todo cobro que hubiere que hacer, cualquiera que fuese su cuantía y procedencia, así como cualquiera operación de aceptación, endoso o protesto de efectos comerciales.

2° Necesitará asimismo el acuerdo de los interventores para toda obligación que pretenda contraer y para celebrar todo contrato o veriñar todo pago.

3° Continuará, también con acuerdo de los interventores, las operaciones ordinarias de su tráfico, pudiendo proceder a la venta de los bienes, géneros o mercaderías que sea necesario enajenar por mútua conveniencia de los interesados o por resultar la conservación imposible, perjudicial o costosa.

El suspenso que practicare cualesquiera de las operaciones indicadas en este artículo sin el concurso o acuerdo de los interventores

o verificase cualquier pago sin la autorización expresa del Juez antes de que los interventores tomen posesión de su cargo, incurrirá en la responsabilidad definida en el artículo 548 del Código Penal, y los actos y contratos que realice serán nulos e ineficaces.

Si alguno de los interventores disintiese del parecer de sus compañeros, prevalecerá la opinión de la mayoría. Si por la naturaleza de la decisión no se produjese ésta, resolverá el Juez.

Véanse arts. 519 y ss. del Código Penal vigente tras las modificaciones introducidas por la Ley Orgánica 8/1983, de 25 junio.

**Art. 7º** Los interventores percibirán la retribución que el Juez les señale, según la importancia del caudal y los trabajos a que dé lugar la intervención, sin que en ningún caso pueda exceder de 100 pesetas diarias.

**Art. 8º** Los interventores, dentro del término que el Juez les señale, y que no podrá ser inferior a veinte días ni mayor de sesenta, redactarán, previo informe de Peritos, cuando lo estimen necesario, un dictamen, que versará acerca de los siguientes extremos:

1º Exactitud del activo y pasivo del balance, con expresión de la naturaleza de los créditos incluidos en uno y otro.

2º Estado de la contabilidad del suspenso e informalidades que en ella se notaren, con arreglo a la Ley.

3º Certeza o inexactitud. de las causas que, según la Memoria presentada, hayan originado la suspensión.

Con este informe se presentará el balance definitivo y la lista de acreedores, si antes no se hubiesen aportado tales documentos, y una relación de los créditos, según su calificación jurídica, expresando en ella que acreedores tienen el derecho de abstención a la Junta, según la clasificación a que alude el párrafo 3º del artículo 15 de esta Ley y los que se mencionan en el artículo 22. Para esto último podrán los interventores tomar los asesoramientos jurídicos que estimen convenientes.

Del informe de los interventores se dará vista al suspenso por el término improrrogable de tres días.

Si los interventores no presentan el informe en el plazo que se les a señalado, además de la responsabilidad penal que les corresponda, el interventor acreedor perderá su crédito, y los Peritos incurrirán en incapacidad para desempeñar el cargo durante dos años. En este caso, el actuario redactará, en el plazo de quince días, una Memoria comprensiva de los extremos que habria de contener el informe de los interventores.

El Juez, en vista de todos los antecedentes, y tomando en especial consideración el informe de los interventores o la Memoria del actuario, en su caso, declarará al solicitante en estado de suspensión de pagos.

En el propio auto declarará el Juez si, por ser el activo superior o igual al pasivo, debe considerarse al suspenso en estado de insolvencia provisional o si, por ser inferior, debe conceptuarse en estado de insolvencia definitiva. En este último caso determinará la cantidad en que el pasivo excede del activo, y concederá al deudor un plazo de quince días para que él, o persona en su nombre, consigne o afiance a satisfacción del Juez dicha diferencia, para que pase a ser insolvencia provisional la declaración de insolvencia definitiva. Transcurrido este plazo sin hacer la consignación o afianzamiento, mandará el Juez proceder inmediatamente a la formación de la pieza de calificación para la determinación y efectividad de las responsabilidades en que pueda haber incurrido el suspenso. En todo caso fijará los límites de la actuación gestora del suspenso mientras permanezca en este estado.

Este auto, que será ejecutivo sin perjuicio de que, celebrada la Junta de acreedores, se pueda impugnar por cualquiera de éstos o por el suspenso, en el modo y tiempo fijados en los artículos 16 y 17 de esta Ley se comunicará inmediatamente a todos los Juzgados a que se haya da conocimiento de la solicitud de suspensión de pagos. Se le dará además la publicidad que el Juez estime conveniente, según la importancia del pasivo y el número de acreedores.

**Art. 9º** Desde que se tenga por solicitada la suspensión de pagos, y mientras se sustancia el expediente, no se admitirá por el Juzgado pretensión alguna incidental que tienda, en forma directa o indirecta, a impugnar la procedencia de la declaración judicial o a aplazar su inmediata efectividad.

El Juez rechazará de plano, y sin ulterior recurso, toda pretensión deducida en ese sentido, con reserva al peticionario de su derecho para reproducir su solicitud en el juicio declarativo correspondiente.

Los acreedores no podrán pedir tampoco la declaración de quiebra mientras el expediente de suspensión de pagos esté en tramitación.

Los juicios ordinarios y los ejecutivos en que no se persigan bienes especialmente hipotecados o pignorados, que se hallaren en curso al declararse la suspensión de pagos, seguirán su tramitación hasta la sentencia, cuya ejecución quedará en suspenso mientras no se haya terminado el expediente.

Desde que se tenga por solicitada la suspensión de pagos, todos los embargos y administraciones judiciales que pudiera haber constituidos sobre bienes no hipotecados ni pignorados, quedarán en suspenso, y sustituidos por la actuación de los interventores, mientras ésta subsista, con arreglo a las normas que señale el Juzgado. Todo lo cual se entenderá sin menoscabo del derecho de los acreedores privilegiados y de dominio al cobro de sus créditos.

**Art. 10.** En los casos de insolvencia provisional, en el mismo auto en que se declare la suspensión de pagos, conforme al artículo 8º acordará el Juez la convocatoria de la Junta general de acreedores. En los casos de insolvencia definitiva no se acordará la convocatoria hasta que transcurra el plazo de quince días señalado en el artículo 8º para la consignación o afianzamiento del déficit. Si el Juez, cumplido este trámite, mantuviese la calificación de insolvencia definitiva, convocará, inmediatamente la Junta a no ser que en el plazo de cinco días el suspenso o acreedores que representen los dos quintos del total pasivo soliciten que se sobresea el expediente o que se declare la quiebra.

Entre la convocatoria y la celebración de la Junta deberá mediar un plazo no menor de treinta días. Este plazo será ampliable a sesenta en el caso de que, a juicio del Juzgado, lo reclamase así el número o residencia de los acreedores. La citación a estos se hará por cédula a los de la plaza y por carta certificada, con acuse de recibo, que se unirá al expediente, a los que residan fuera de ella. Además se dará a la convocatoria la publicidad que, atento a las circunstancias del caso, estime el Juez pertinente.

Hasta el día señalado para la celebración de la Junta, el actuario tendrá a disposición de los acreedores o sus representantes el informe de los interventores, las relaciones del activo y del pasivo, la Memoria, el balance, la relación de los créditos que tienen derecho de abstención, a que aluden los artículos 15 y 22 de esta Ley, y la proposición de convenio presentada por el deudor, afin de que puedan obtener las copias o notas que se estimen oportunas.

**Art. 11.** Hasta los quince días antes del señalado para la Junta se podrán impugnar los créditos incluidos por el deudor en su relación, así como pedir la inclusión o exclusión de créditos en la relación de los que tienen derecho de abstención y los que menciona el artículo 22. Los créditos no impugnados en dicho plazo serán admitidos para que figuren en la Junta.

La impugnación podrá formularse por cualquiera de los acreedores del suspenso, sin que sea necesaria la asistencia de abogado ni procurador. Los interventores deberán también hacerlo si descubriesen antecedentes que les hagan sospechar de la legitimidad del crédito o de la exactitud de su cuantía.

La impugnación se formulara en escrito dirigido al Juez o por comparencia ante el actuario, y se reducirá pedir concretamente que el crédito sea totalmente rechazado o reducido a la suma que se estime. El impugnador, que no podrá valerse de prueba pericial ni testifical, designará los asientos de los libros del suspenso o los papeles de éste que haya de invocar en justificación de su derecho, o presentará la documental de que quiera valerse.

El acreedor omitido en la relación del deudor o que figurase en ella con cantidad menor de la que estimare justa podrá, del mismo modo y con idénticos trámites, pedir su inclusión en la lista o el aumento de su crédito, si considerase indebida la omisión o equivocada la cifra.

Para el ejercicio del derecho que este artículo concede a los acreedores, la Comisión interventora estará obligada a facilitarles cuantos antecedentes y datos pidan concretamente con relación a los libros y papeles del suspenso.

**Art. 12.** Ocho días antes de la celebración de la Junta quedará en poder del Juez, formada por los interventores, la lista definitiva de acreedores. Esta lista comprenderá los seis grupos siguientes:

A) Acreedores incluidos por el deudor y cuyos créditos no hubiesen sido impugnados.

B) Acreedores incluidos por el deudor que pretendieran aumento de la cifra asignada.

C) Acreedores omitidos por el deudor que hayan solicitado su inclusion en la lista. D) Acreedores incluidos por el deudor, cuyos créditos hayan sido impugnados por excesivos.

E) Acreedores incluidos por el deudor, cuyos créditos hubieren sido totalmente impugnados.

F) Acreedores con derecho de abstención, según los artículos 15 y 22.

En la relación figurarán los créditos con la separación conveniente, para que aparezcan con claridad cuales son las cifras indiscutidas y las que sean objeto de controversia. El Juez resolverá sobre cada reclamación sin ulterior recurso; pero reservará al acreedor y la representación de la masa el ejercicio de su derecho para el juicio ordinario correspondiente, sin que la incoación de este sea obstáculo para el cumplimiento del convenio salvo la facultad especial reconocida en el extremo 6° del artículo 16. Una vez aprobada la lista por el Juez, quedará en poder del actuario, y hasta una hora antes de la señalada para la Junta podrán examinarla los acreedores en la Secretaría.

**Art. 13.** La Junta se celebrará en el día, hora y lugar señalados en la convocatoria, pudiendo continuar en los días consecutivos que resulten . Será presidida por el Juez, y a ella podrán concurrir personalmente, o por medio de representantes con poder suficiente, todos los acreedores que figuren en la lista a que se refiere el artículo anterior, o sus cesionarios, por endoso o transferencia.. Tendrán obligación de concurrir a la Junta el deudor y los interventores, pudiendo el primero valerse de abogado que lo defienda y hable en su nombre.

Si el deudor no concurriese por si, o especialmente apoderado, Juez sobreseerá el expediente.

Abierta la sesión por el Juez, se dará lectura a las listas por él aprobadas, no consistiéndose sobre los créditos comprendidos en aquéllas debate alguno; pero sí que se consignent los interesados las

protestas correspondientes, sin perjuicio de las posteriores reclamaciones que en cada caso procedan con arreglo a las Leyes.

Si los créditos de los concurrentes y representados sumaren, por lo menos, tres quintos del pasivo del deudor, deducido el importe de los créditos de los acreedores que, teniendo reconocido su derecho de abstención, hubieran usado de él, declarará el Juez legalmente constituida la Junta. Si no concurriese ese número de acreedores, levantará el Juez la sesión, declarando legalmente concluido el expediente.

Tal acuerdo, contra el que no cabrá recurso alguno, se comunicará de oficio a los Jueces ante los cuales hubiere pendientes juicios contra el deudor, y se publicará y registrará en la forma y con los requisitos prevenidos en el artículo 8°.

Hasta diez días después de la fecha en que se comunique y publique este acuerdo no cesarán en sus funciones los interventores.

No se admitirá incidente ni reclamación alguna que tienda a suspender la celebración de la Junta.

**Art. 14.** Constituida legalmente la Junta, leerá el actuario la solicitud del deudor, la propuesta de convenio, las cifras que arrojen el activo y el pasivo y el dictamen, como dispone el número 3° del artículo 8°

Abierta discusión sobre la proposición formulada por el deudor, podrán hablar sobre ella tres acreedores en pro y tres en contra. El deudor, o su defensor, y los interventores harán uso de la palabra cuantas veces lo deseen. Los acreedores podrán, en vista del resultado del debate, modificar la proposición del convenio, acordando libremente, como cláusulas del mismo, cuantas estimen convenientes, dentro o fuera de la propuesta del deudor, siempre que para ello se obtuviera el asentimiento de éste y se llenaran los requisitos que este artículo establece. La votación será nominal, y el convenio se entenderá aprobado si emitieran su voto favorable la mitad y uno más de los acreedores concurrentes, siempre que el importe de sus créditos represente los tres quintos del total pasivo del deudor, deducido el importe de los créditos de los acreedores que hubiesen usado del derecho de abstención, si el convenio consistiere en una espera que no exceda de tres años.

En el caso de que el convenio se limitara a la espera antes expresada, y en todos los de insolvencia definitiva sera necesario para su aprobación que voten en favor del mismo la mitad y uno más, de los acreedores concurrentes, y las tres cuartas partes del total pasivo que expresa el párrafo anterior.

Si se reuniere esta mayoría. de capital, el Juez convocará a los a una nueva Junta, en la que quedará aprobado el convenio si reuniera el voto de dos terceras partes del pasivo.

Cuando el número de acreedores de la lista exceda de doscientos, bastará para la aprobación del convenio que se reúnan una u otra de las mayorías de capital que para cada caso establecen los párrafos anteriores, sin necesidad de votación numérica.

Cuando en el convenio se establezcan ventajas especiales a favor de determinados grupos de acreedores, no se tendrán en cuenta los votos de éstos en cuanto a los extremos que les beneficien.

Se permitirá, en el caso de insolvencia definitiva, que la propuesta de la Junta de acreedores tenga el objeto que menciona el artículo 928 del Código de Comercio.

**Art. 15.** El Juez se limitará a proclamar el resultado de la votación favorable al convenio, absteniéndose de aprobarlo hasta que transcurra el plazo marcado en el artículo 16. Los interventores cesarán en sus funciones, a menos que en la Junta se acuerde que continúe la intervención en la misma forma, designando a los mismos u otros interventores, así como la forma de sustituirles o revocarles el nombramiento, pudiendo conférirles la representación de la masa para, en interés de ésta, ejercitar las acciones procedentes.

Si en la votación no se reuniera la mayoría determinada en el artículo anterior, se entenderá desechada la propuesta de convenio.

Los acreedores singularmente privilegiados, los privilegiados y los hipotecarios, comprendidos en los números 1º, 2º y 3º del artículo 913 del Código de Comercio, podrán abstenerse de concurrir a la Junta; pero si concurrieren, quedarán obligados como acreedores. Sus créditos no se tomarán en cuenta para la computación de la mayoría de capital al que alude el artículo anterior.

El acta de la Junta sera firmada por el Juez, el Secretario y los interventores.

Ley 50/1965, de 17 julio, reguladora de la venta a plazos de bienes muebles, art. 19.

**Art. 16.** Dentro de los ocho días siguientes a la celebración de la Junta, los acreedores que no hubiesen concurrido a ella o que concurriendo hubieran discordado del voto de la mayoría, o que hubiesen sido eliminados por el Juez de la lista a que se refiere el artículo 12, podrán oponerse a la aprobación del convenio.

Las únicas causas en que podrá fundarse dicha oposición serán: Primera: Defectos en las formas prescritas para la convocatoria, celebración, deliberación y acuerdos de la Junta. Segunda: Falta de personalidad o representación en alguno de los votantes, siempre que el voto impugnado influya decisivamente en la formación de la mayoría de cantidad. Tercera: Inteligencias fraudulentas entre el deudor y uno o más acreedores, o de éstos entre si, para votar a favor del convenio. Cuarta: Exageración fraudulenta de créditos para procurar la mayoría de cantidad. Quinta: Error en la estimación del pasivo, padecido por el Juez en el auto dictado conforme al artículo 8º siempre que influya en la calificación de la insolvencia. Sexta: Improcedente declaración del derecho de abstención, cuando la cuantía de los créditos correspondientes a los acreedores abstenidos influya en la formación de la mayoría del capital pasivo necesario para la aprobación del convenio. Séptima: Inexactitud fraudulenta en el balance general.

**Art. 17.** Transcurrido el plazo señalado en el artículo anterior sin que se hubiese formalizado oposición, el Juez dictará auto aprobando el convenio y mandando a los interesados estar y pasar por él, adoptando al efecto las providencias que correspondan y librando los correspondientes mandamientos a los Registros Mercantil y de la Propiedad.

Si se hubiese formalizado oposición al convenio, seguirá los trámites marcados para los incidentes en el artículo 744 y siguientes de la Ley de Enjuiciamiento Civil. Los traslados se entenderán con el deudor y con los acreedores que comparezcan, debiendo litigar unidos y bajo una sola representación cuando sostengan una misma causa. Si la oposición la formularan varios acreedores, el Juez acordará de oficio la acumulación de las reclamaciones, que serán sentenciadas juntamente.

Contra la sentencia que recaiga en el expediente impugnado procederá la apelación en ambos efectos, para cuya tramitación se fijan los siguientes improrrogables términos: cinco días para comparecer ante la Audiencia; otros cinco, para formar el apuntamiento; diez, para instrucción común a todos los interesados en Secretaria; cinco, para examen de los autos por el oponente; diez, para señalamiento y celebración de vista, que no podrá suspenderse, y otros diez, para dictar sentencia. Contra esta sentencia sólo se dará el recurso de súplica.

Si el deudor faltare al cumplimiento del convenio, cualquiera de sus acreedores podrá pedir la rescisión del mismo y la declaración de la quiebra ante el Juez que hubiere conocido de la suspensión.

RRC, art. 178.

**Art. 18.** Cuando el número de acreedores exceda de doscientos, podrá el Juez acordar la suspensión de la Junta, sustituyéndola por la tramitación escrita que se ordena en este artículo, siempre que, además, resulten rigurosamente observados los requisitos y formalidades que a continuación se previenen.

Hasta ocho días antes del señalado para la celebración, de la Junta podrá el deudor, o cualesquiera de los acreedores, solicitar que se utilice procedimiento regulado en este artículo. Si dicha solicitud se formula, el Juez la pasará inmediatamente a informe de los interventores, que deberán evacuarlo en el improrrogable término de tres días, quedando entre tanto en suspenso la convocatoria. Si el informe de los interventores fuese desfavorable y el Juez denegare la solicitud, no habrá ulterior recurso. Si accediere a ello, sea cual fuere el informe de los interveentores, la resolución. será apelable en un solo efecto.

En el auto en que se estime la solicitud se concederá al suspenso un plazo prudencial, que no podrá ser inferior a un mes ni superior a cuatro, para que presente al Juzgado la proposición de convenio con la adhesión de sus acreedores obtenida en forma auténtica.

**Art. 19.** Dentro del plazo concedido, el suspenso presentará al Juzgador la proposición de convenio con el voto de los acreedores, hecho constar individualmente por comparecencia ante el Secretario judicial que intervenga en el expediente o en cualquiera de sus

derivaciones, por medio de acta notarial, con excepción de los acreedores que tengan sus domicilios fuera de la población donde se sustancie el expediente y en localidades donde no resida ningún Notario, los cuales podrán hacer constar su voto mediante comparecencia ante el Secretario del Juzgado municipal del término donde residan. En todos los casos expuestos se permitirá la concurrencia de varios acreedores al acto de prestar el consentimiento. Cada voto expresará en forma clara e inequívoca, bajo la fé del Secretario judicial o del Notario, la conformidad o disconformidad de los que lo emitan, con la proposición del convenio, o especificará con todo detalle, si procediera, las modificaciones esenciales que en la proposición formulada por el deudor deban introducirse. A la manifestación de su opinión podrá también cada votante acompañar la exposición de los datos y razonamiento en que la apoye.

Si las adhesiones recibidas introdujeran en la proposición de convenio modificaciones, el Juez oirá obligatoriamente sobre ellas el informe de los interventores. Estos deberán emitirlo en el improrrogable plazo de quince días.

El Juez aprobará el convenio cuyas cláusulas sumen a su favor - según sea la espera o la insolvencia definitiva - alguna de las dos mayorías de capital previstas para cada caso en el artículo 14; pero cuando se introduzcan modificaciones en el convenio propuesto por el deudor, por virtud de los votos emitidos por comparecencia ante el Secretario judicial o por acta notarial, se dará vista al deudor para que preste o no su asentimiento en un plazo de cinco días, y por su resultado, el Juez aprobará el convenio o sobreseerá el expediente.

En el caso de que no consistiendo el convenio en una espera de tres años, y en todos los de insolvencia definitiva, no se reuniera dentro del plazo señalado la mayoría de los tres cuartos del total pasivo necesario para su aprobación, el Juez señalara un nuevo plazo de treinta días, bastando en este caso, para la aprobación, que el convenio reuna las dos terceras partes del pasivo .

Aprobado el convenio, el Juez dispondrá lo necesario para que el acuerdo tenga la debida publicidad, según la importancia de la entidad comercial a que afecte y el número y residencia de los acreedores. La oposición al convenio se regulará por el procedimiento, establecido en los artículos 16 y 17.

**Art. 20.** Una vez firme el auto de declaración de insolvencia definitiva, se formará una pieza separada para la depuración de las responsabilidades en que hayan podido incurrir el comerciante suspenso o los consejeros o gerentes de las compañías mercantiles que soliciten y obtengan tal declaración.

A esta calificación de la insolvencia será aplicable lo que respecto de la quiebra establecen los artículos 886 a 894, inclusive, del Código de Comercio. Esta pieza tomará como base el informe de los interventores a que hace referencia el artículo 8º y el testimonio o certificación de los antecedentes que sirvan de fundamento a las apreciaciones y conclusiones de dicho informe. Serán parte en la misma, de un lado, el Ministerio fiscal, los interventores que se juzguen en el caso de formular acusación y los acreedores que, a su costa, deseen intervenir, debiendo litigar unidos los que pretendan la misma calificación de la insolvencia, y de otro, el deudor o los gerentes a los cuales haya de exigirse la responsabilidad. El término para contestar la demanda será común a todos los demandados.

Este juicio de responsabilidad se sustanciará con arreglo a los trámites del ordinario de mayor cuantía; pero los incidentes que en él se promuevan, tanto en primera como en segunda instancia, no serán objeto de tramitación especial y sólo producirán el efecto de que las cuestiones que en ellos se planteen sean resueltas en la sentencia definitiva. Si se pretendiera subsanar un defecto del procedimiento, se llevará a efecto la rectificación solicitada, si estuvieren conforme las otras partes.

Tanto los interventores como los acreedores personados y el Ministerio fiscal podrán solicitar en cualquier momento del procedimiento las medidas precautorias que estimasen precisas sobre los bienes de los que puedan resultar afectos a las responsabilidades que se trate de determinar, y el Juez accederá a esta petición cuando del informe y de los antecedentes aportados aparezcan claramente indicios racionales de responsabilidad.

Las resoluciones recaídas en esta pieza separada no impiden ni prejuzgan el ejercicio de las acciones penales, si bien los fallos que en su día dicten los Tribunales dejarán subsistente el convenio, a no ser que el delito se hubiera cometido en el concierto del conveniomismo y hubiera tenido influjo decisivo en este, en cuyo caso la sentencia de lo criminal. producirá, respecto, del expresado convenio, los mismos efectos de revisión y por iguales trámites establecidos para las sentencias firmes de lo civil.

**Art. 21.** Cuando la suspensión de pagos sea calificada como insolvencia definitiva, serán aplicables a ella los preceptos sobre retroacción de la quiebra contenidos en los artículos 869, 880, 881 y 882 del Código de Comercio; pero las cuestiones que sobre el caso se susciten se ventilarán en una pieza separada, sin que sufran alteración ni demora alguna todos y cada uno de los trámites del expediente de suspensión.

A dicha pieza separada serán aplicables los artículos 1366 y 1377 de la Ley de Enjuiciamiento Civil; pero correspondiendo a los interventores designados por el Juez o por los acreedores en el convenio, según el momento en que se tramite aquélla, las funciones que dichos artículos atribuyen a los síndicos y al comisario de la quiebra.

**Art. 22.** Podrán abstenerse de concurrir a la Junta, sin que el convenio surta efectos respecto de ellos, los acreedores que invoquen los derechos reconocidos en los artículos 908 a 910 del Código de Comercio. Los acreedores de esta clase, cuyos créditos no hubiesen sido reconocidos en la lista correspondiente de las enumeradas en el artículo 12, podrán formular sus reclamaciones, llevándolas a otras tantas piezas separadas, que se tramitarán por el procedimiento establecido en los artículos 4532 y siguientes de la Ley de Enjuiciamiento Civil para las tercerías de dominio, siendo partes el reclamante, el deudor y los interventores o representantes de los acreedores.

Véase nota al art. 15.

**Art. 23.** Desde el momento de iniciarse el expediente de suspensión de pagos hasta el cumplimiento total del convenio, será parte el Ministerio Fiscal.

**Art. 24.** Los plazos establecidos en esta Ley se entenderán vencidos por su mero transcurso, sin necesidad de apremio, incluso en el juicio de calificación a que alude el artículo 20.

#### ARTICULOS ADICIONALES

1º Los preceptos contenidos en esta Ley se aplicarán a las suspensiones de pagos que en el momento de dictarse se hallaren en

tramitación. Deberá el procedimiento sujetarse a las disposiciones de los artículos 4° y siguientes de esta Ley.

2° Pasados cuatro años de vigencia de esta Ley, el Gobierno podrá suspender sus efectos, dando cuenta de ello a las Cortes.

En este caso, las suspensiones de pagos que estuvieren tramitándose conforme a las disposiciones de esta Ley continuarán sujetas a la misma hasta su terminación.